



**Les Chiffres clés
de la VAE
en Martinique
2008-2011**

La Validation des Acquis de l'Expérience



**Outil de valorisation
des compétences**



**971
%2+63
754 €8**

Sommaire

<i>Bilan du dispositif VAE de 2008 à 2011</i>	3
● Phase 1 : l'information	4
➤ Les espaces d'information	4
➤ Le Point Relais Conseil	5
➤ Les valideurs	6
➤ Les financeurs	6
● Phase 2 : le conseil	7
● Phase 3 : la recevabilité	9
➤ Les dossiers déposés	9
➤ Les dossiers recevables	10
● Phase 4 : la validation	11
➤ Le passage devant le jury	11
➤ Résultats de validation	12
➤ Niveau et secteur d'activité auxquels appartiennent les titres obtenus	14
➤ Le top 10 des certifications les plus demandées et les plus obtenues	20
➤ Le financement de la VAE	25
➤ Statut des personnes ayant déposé une demande de financement	25
<i>Bilan Synthétique 2003 2011</i>	26
● Evolution du nombre de personnes informées par les espaces d'information et PRC	26
● Evolution du nombre de dossiers déposés et recevables	26
● Evolution du nombre de passages devant le jury	27
● Evolution des résultats de validation	27
<i>La VAE dans l'entreprise</i>	28
● Connaissance de la VAE par les chefs d'entreprises ou leurs représentants	29
● Recours à la VAE pour les salariés	31
● Recours des chefs d'entreprises à la VAE	32
● Intérêt des chefs d'entreprise pour la VAE	33
<i>Annexes</i>	34

La loi de modernisation sociale du 17 janvier 2002 instaurant la VAE a fait évoluer les modalités d'accès aux certifications en permettant à toute personne qui le souhaite, quel que soit son âge, son niveau d'étude, son statut (salarié, demandeur d'emploi...) de faire reconnaître officiellement son expérience professionnelle et d'obtenir en partie ou en totalité une certification (titre ou diplôme), à condition de pouvoir justifier d'au moins trois ans d'expérience en lien direct avec cette dernière.

L'avènement de la VAE révolutionne le champ de la formation et de la certification en ce qu'elle élève le parcours professionnel au même niveau que l'enseignement ou la formation dans la préparation d'un diplôme. Cette loi reconnaît l'expérience acquise, c'est donc le rôle formateur des entreprises qui est mis en avant.

En somme, la VAE, c'est l'opportunité pour chacun de transformer son expérience salariée ou bénévole en un diplôme reconnu.

Le réseau des Carif-Oref a été mobilisé pour assurer la mission de coordination de la VAE en région et la professionnalisation des acteurs de la VAE.

En Martinique, l'AGEFMA assure cette mission par le biais de la CRIS-VAE (Cellule Régional Inter-Services VAE). C'est aussi au sein de l'AGEFMA que se trouve l'unique PRC (Point Relais Conseil) du territoire.

Dans le cadre des 10 ans de la VAE, la CRIS VAE et l'OREF (Observatoire Régional de l'Emploi et de la Formation) proposent un bilan du dispositif VAE couvrant les années 2008 à 2011. L'accent est mis particulièrement sur :

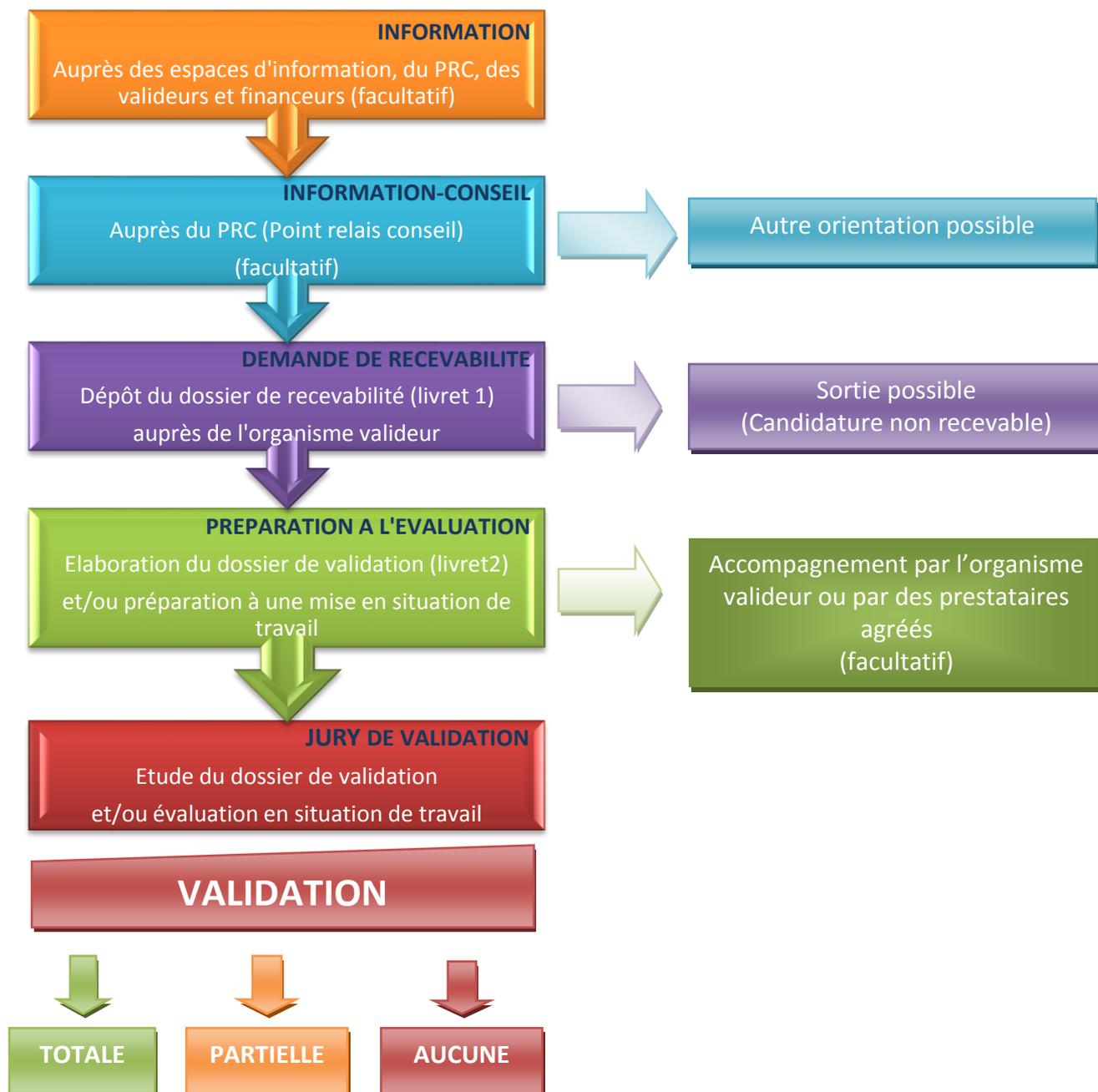
- le profil des bénéficiaires,
- l'activité des organismes intervenant dans la mise en œuvre du projet de VAE (espaces d'information, PRC, valideurs, financeurs),
- les certifications les plus demandées et les plus obtenues.

L'analyse des données portera donc sur les étapes du parcours VAE :

- l'information,
- l'information-Conseil,
- la recevabilité,
- la validation.

Bilan du dispositif VAE de 2008 à 2011

Les personnes souhaitant mettre en œuvre un projet de VAE sont amenées à suivre le parcours suivant, comprenant des étapes obligatoires et d'autres facultatives :



PHASE 1 : l'information

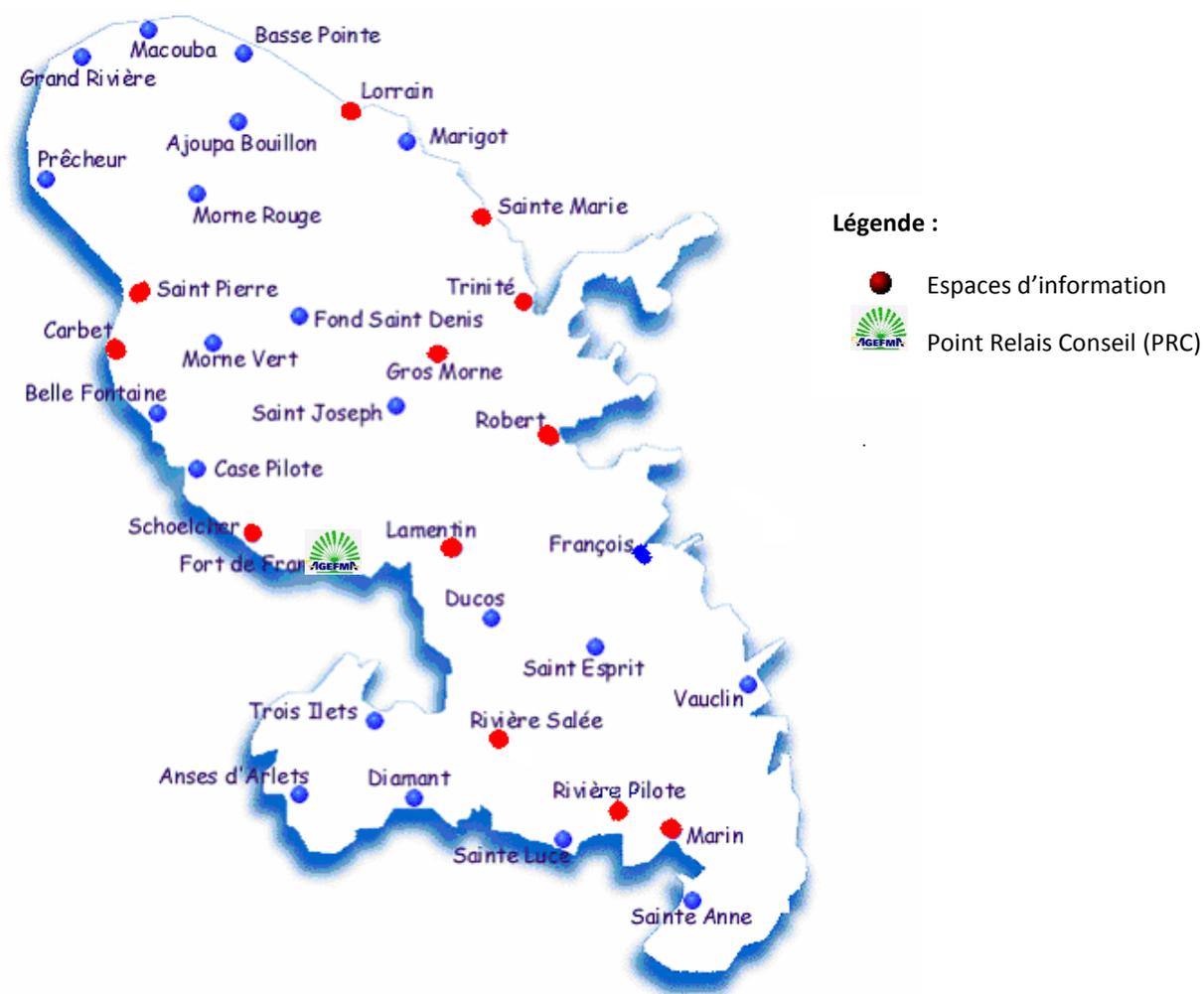
Cette phase permet de clarifier le projet et de vérifier la pertinence de la demande.

Conformément à la circulaire DGEFP du 23 avril 2002, posant les principes d'organisation du dispositif d'information conseil en amont de l'acte de validation proprement dit, les futurs-candidats à la validation peuvent obtenir de l'information auprès :

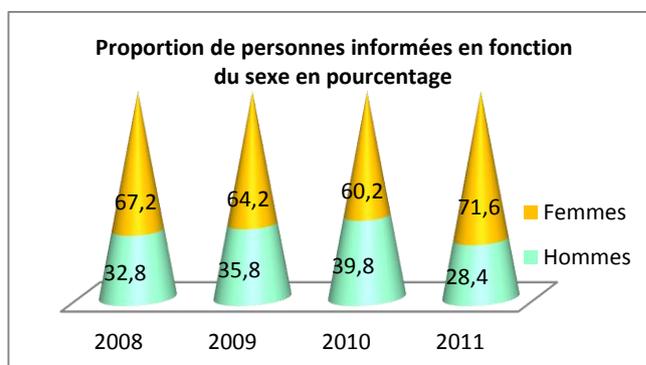
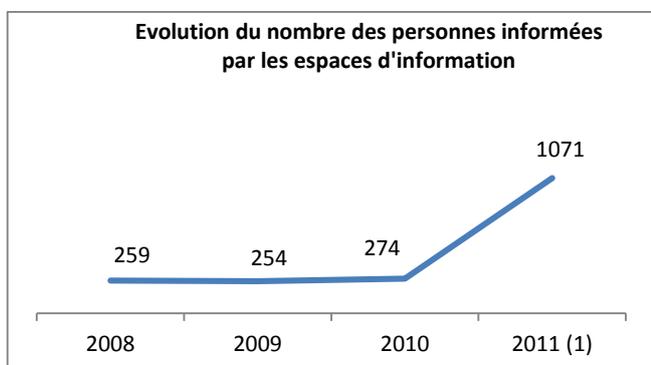
- des espaces d'information (33)
 - du Point Relais Conseil (PRC) situé à l'AGEFMA
- } Réseaux d'Information Conseil (RIC)
- des organismes valideurs
 - des organismes financeurs

1 - Les espaces d'information

En Martinique, entre 2008 et 2011, **13 organismes reconnus** (labellisés) espaces d'information ont fait remonter les données relatives à leur activité d'information sur la VAE (voir tableau 1 en annexe).

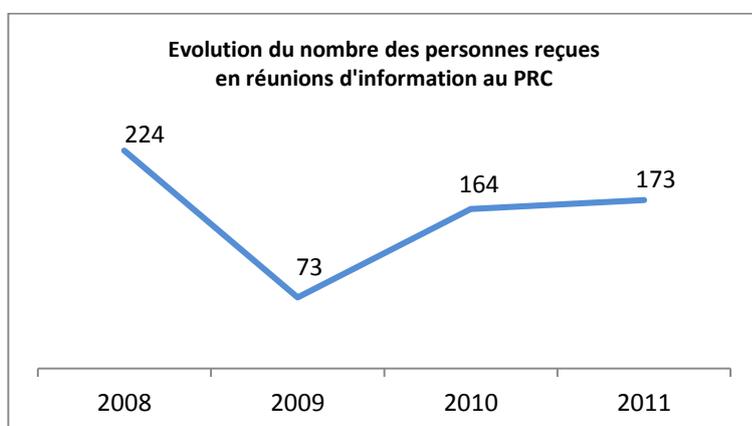


Sur cette période, plus de **1 800 personnes** ont été informées. **Les femmes représentent en moyenne sur les 3 années plus de 60% des personnes informées.**



Cependant, bien que le nombre de femmes informées reste supérieur au nombre d'hommes, on note entre 2008 et 2010 une augmentation de la proportion d'hommes. Cette dernière est passée de 33% à 40%. En 2011, la proportion d'hommes informés a cependant diminué de plus de 10 points par rapport à 2010.

2 – Le Point Relais Conseil (PRC)

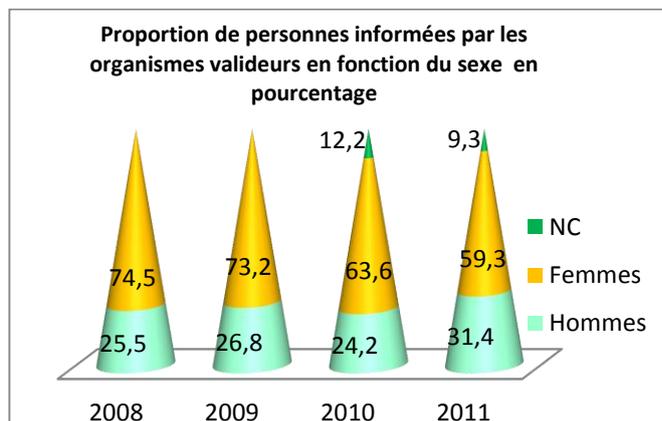
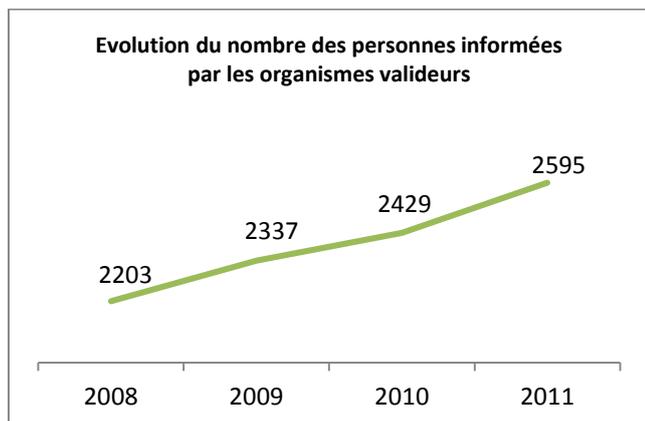


634 personnes ont été reçues en réunion d'information de 2008 à 2011. Entre 2008 et 2009, on note une diminution de 67 % du nombre de personnes informées. L'année 2010 marque une reprise des demandes d'information qui se poursuit sur 2011.

¹ L'augmentation du nombre de personnes informées en 2011 s'explique par le fait que certains espaces d'information qui n'avaient pas communiqué de chiffres entre 2008 et 2010 l'ont fait en 2011.

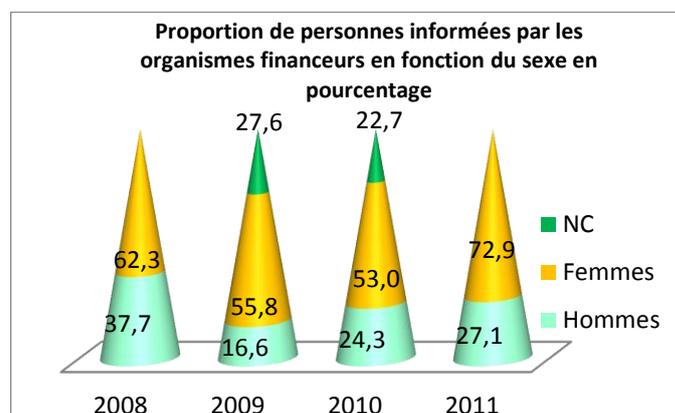
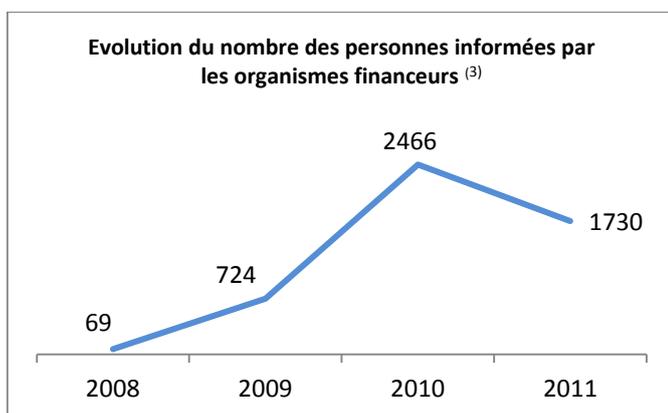
3 – Les valideurs

Sept des dix organismes valideurs de Martinique² ont communiqué leurs chiffres. Entre 2008 et 2011, ils ont reçu plus de **9 500 personnes**. **Les femmes représentent au moins 60% des personnes informées**, quelle que soit l'année. (voir tableau 2 en annexe).



4 – Les financeurs

Les organismes financeurs ont reçu environ **5 000 personnes** en demande d'information. **Les femmes sont plus nombreuses à avoir reçu de l'information sur la VAE**, elles représentaient en 2011 73% des personnes informées. (voir tableau 3 en annexe).

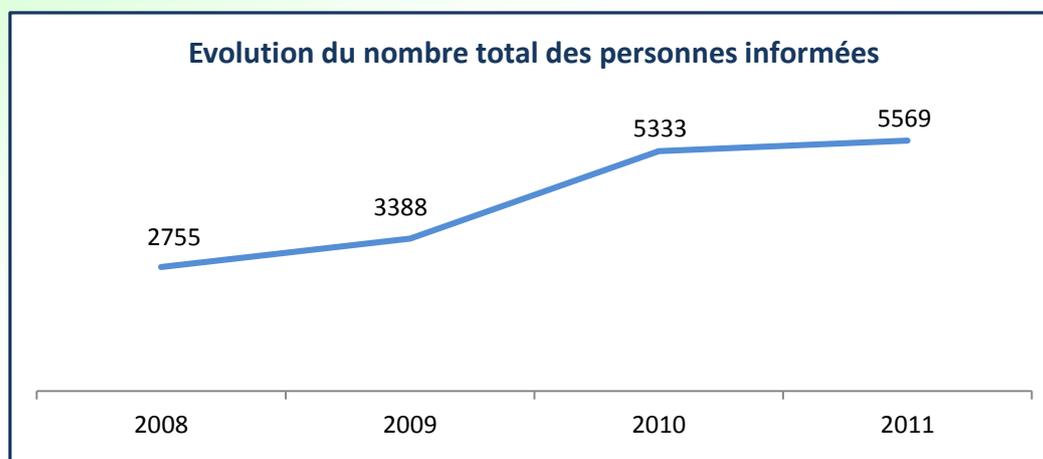


² Entre 2008 et 2011, certains organismes valideurs n'ont pas communiqué leurs chiffres et d'autres n'ont pas diffusé d'information sur la VAE.

³ L'augmentation des chiffres en 2009 s'explique en partie par le fait qu'un organisme ai transmis les données alors qu'il ne l'avait pas fait en 2008, et qu'un autre a débuté ses activités de financeur de la VAE en 2009. En 2010, la forte augmentation des chiffres s'explique par la transmission de données par un organisme financeur qui ne le faisait pas jusque-là.

Nombre total de personnes informées

Sur la période de référence, **plus de 17 000 personnes** ont été informées sur la VAE.

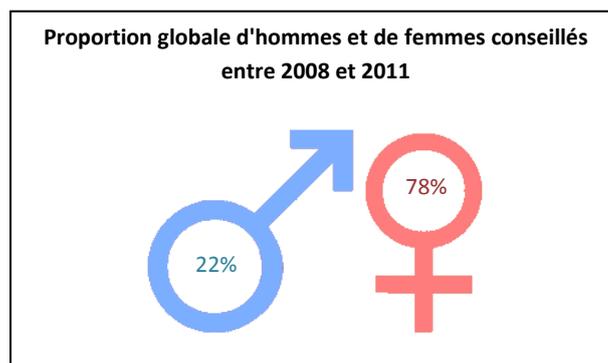
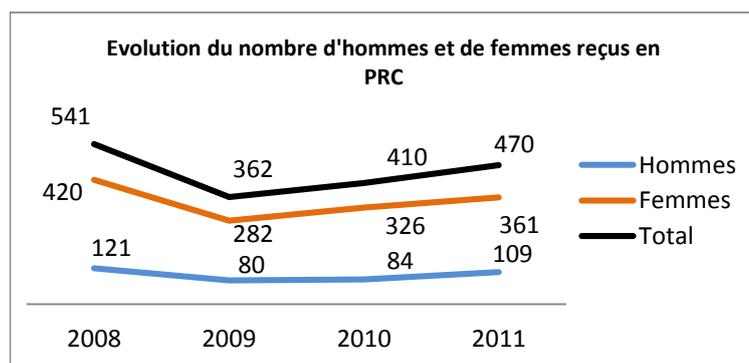


Phase 2 : le conseil

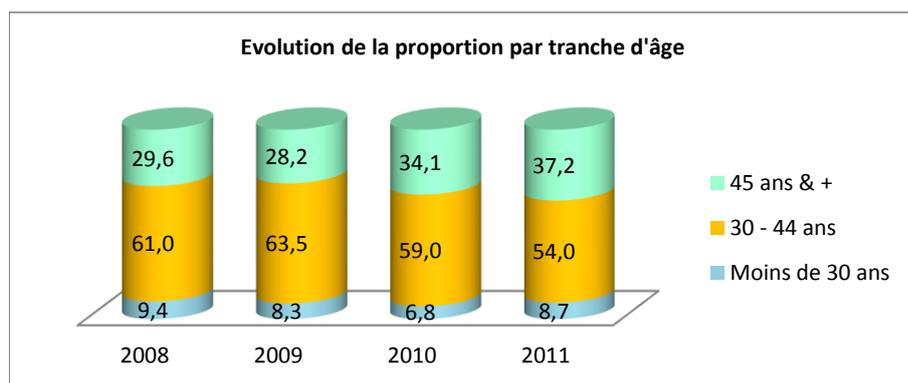
Le dispositif dit « d'information conseil » est animé par le PRC. La prestation proposée peut consister en un conseil personnalisé, une aide à la décision ou un appui au choix de la certification.

Entre 2008 et 2011, environ **1 800 personnes** ont été reçues en entretien conseil au PRC. **On note une surreprésentation des femmes conseillées au PRC**, les hommes représentent moins d'1/4 des personnes reçues en entretien conseil.

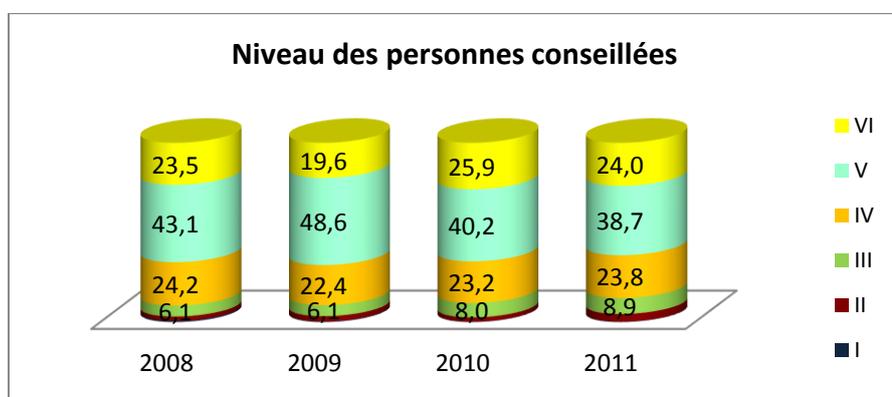
Après une diminution du nombre de personnes conseillées en 2009, on constate une légère reprise sur les 2 années suivantes.



⇒ La catégorie des 30-44 ans constitue le public reçu prioritairement entre 2008 et 2011, même si la part des plus de 45 ans connaît une évolution positive.

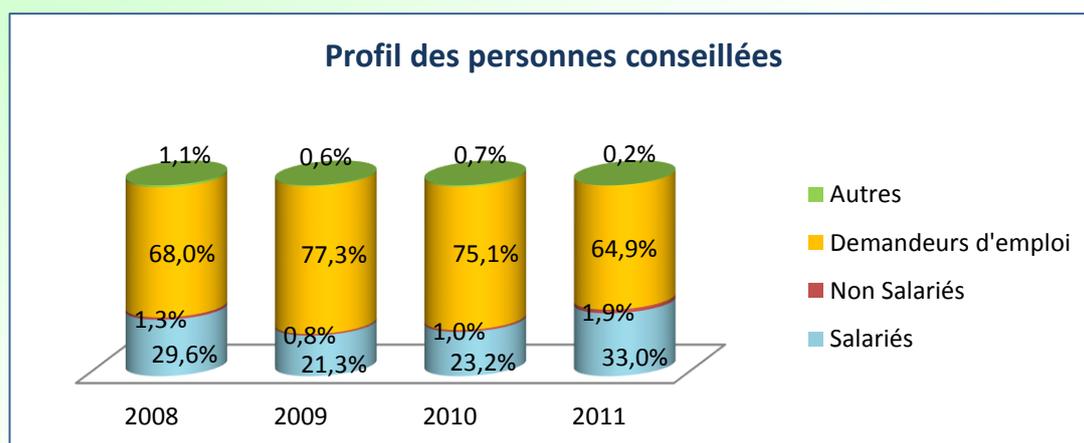


⇒ La majorité des personnes reçues au PRC ont un niveau de formation équivalent au CAP/BEP.



La proportion de bénéficiaires de niveau I et II est marginale. De manière générale, plus de **40 % des personnes** reçues au PRC ont un niveau de formation équivalent au CAP-BEP.

Profil type des personnes reçues en entretien conseil



- ✓ une femme,
- ✓ de 45 ans et plus,
- ✓ de niveau V
- ✓ demandeur d'emploi.

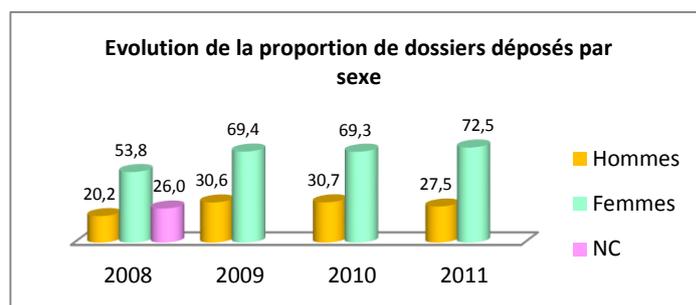
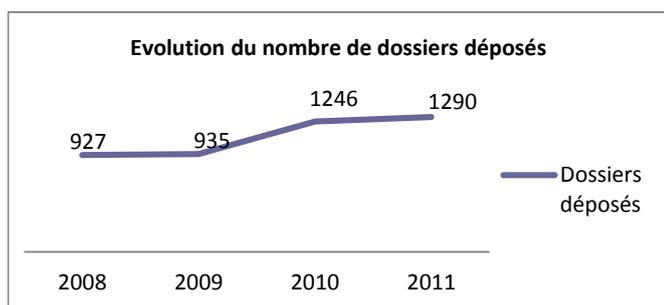
La part des salariés bénéficiaires d'entretien conseil a augmenté de 10 points entre 2010 et 2011.

Phase 3 : La recevabilité

En phase de recevabilité, il s'agit pour les centres valideurs de vérifier si le candidat remplit les conditions requises pour intégrer un parcours VAE à travers l'étude de son dossier de recevabilité et des justificatifs produits.

Le candidat remplissant les conditions se voit notifier la recevabilité de sa demande, matérialisé par le dossier 2.

1 - Les dossiers déposés

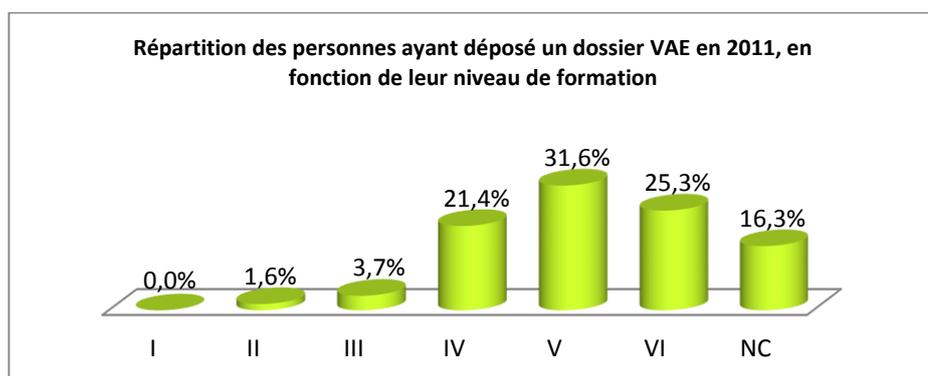


⇒ **Les hommes représentent un peu plus du quart des personnes ayant déposé un dossier.**

Entre 2008 et 2011, **plus de 4000 dossiers** de demande de VAE ont été déposés auprès des 10 organismes valideurs.

Le nombre de dossiers déposés est stable en 2008 et 2009. En 2010, il évolue de 33%⁴. (Voir tableau 4 en annexe).

⇒ **Le niveau de formation de la majorité des personnes ayant déposé un dossier de demande de VAE en 2011 est inférieur ou égal au BAC.**

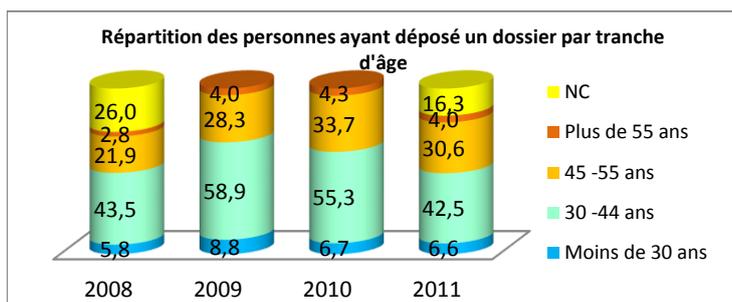


Plus de **90% des personnes** ayant déposé un dossier VAE en 2011, ont un niveau de formation inférieur ou égal au BAC. La proportion de déposants ayant un niveau III et plus, reste marginale.

⁴ Un organisme n'a communiqué de données pour aucune des années, deux autres ont fourni les informations uniquement pour certaines années.

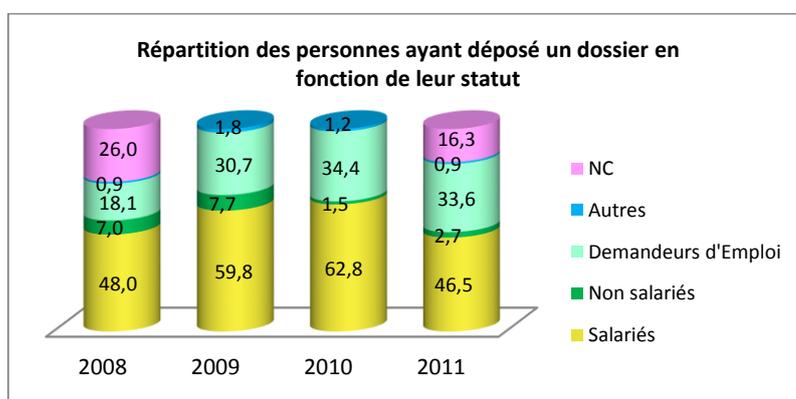
⇒ Les personnes qui déposent un dossier de VAE sont majoritairement âgées de 30 à 44 ans.

Elles représentent entre 42 et 59% des dossiers déposés.



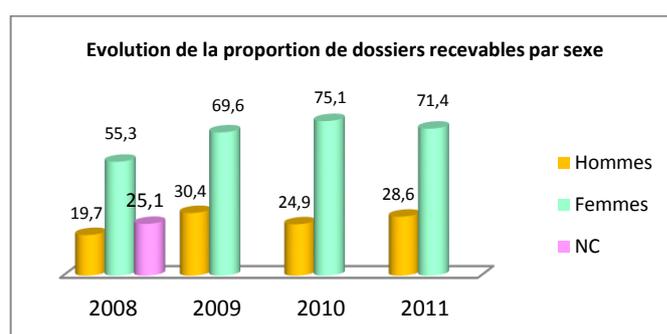
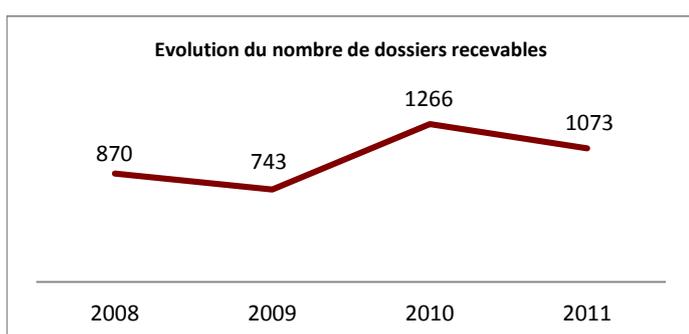
⇒ Les salariés sont les plus nombreux à déposer un dossier de validation

Quelle que soit l'année, les salariés représentent 47 à 60% des personnes déposant un dossier de demande de validation (Voir tableau 5 en annexe). La proportion de demandeur d'emploi ayant déposé un dossier augmente régulièrement.



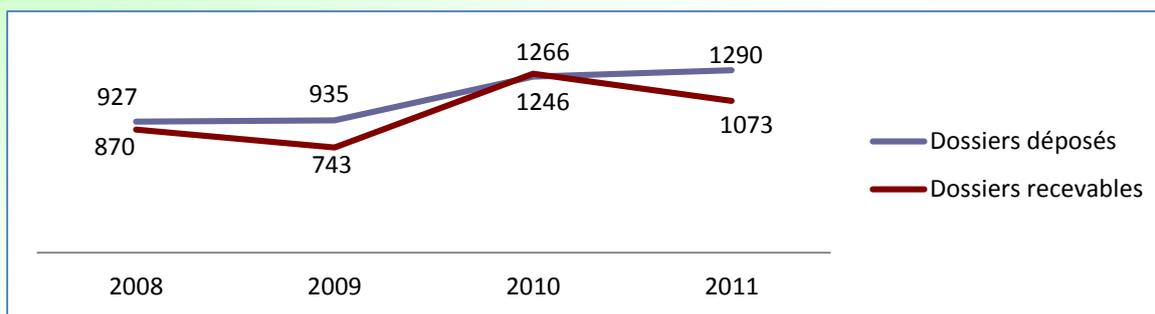
2 - Les dossiers recevables

Sur la période 2008-2011, plus de **3900 dossiers** ont été déclarés recevables. **En moyenne sur les 4 années, plus de 60% des notifications de recevabilité sont adressées à des femmes.**



Après une légère baisse en 2009, le nombre de dossiers recevables a augmenté de plus de 70% en 2010 puis, diminué de 15% entre 2010 et 2011 (voir tableau 6 en annexe)

Evolution du nombre de dossiers (déposés et recevables)



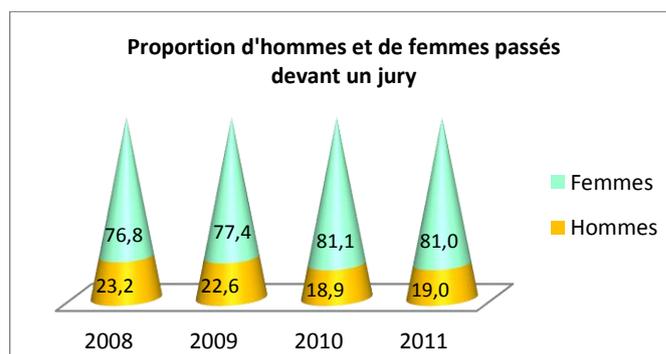
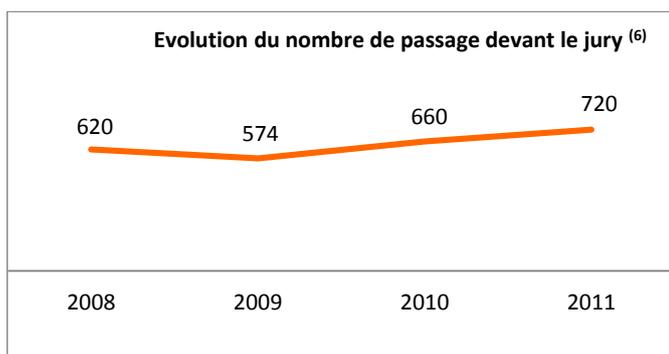
Il faut préciser qu'un dossier peut être déposé au cours d'une année et déclaré recevable l'année suivante. Par exemple, les dossiers recevables en 2010, n'ont pas forcément été déposés cette année là.

Phase 4 : La validation

Le jury de validation⁵ évalue les compétences du candidat en lien avec celles exigées par le référentiel de la certification visée. L'évaluation se fait par examen du dossier et/ou observation en situation de travail.

1 – Passage devant le jury

Entre 2008 et 2011, **plus de 2 500 personnes** sont passées devant un jury de validation. **Environ 80% des personnes passées devant un jury de validation sont des femmes.**



(Voir tableau 7 en annexes)

A l'issue du passage devant le jury, ce dernier prononce soit :

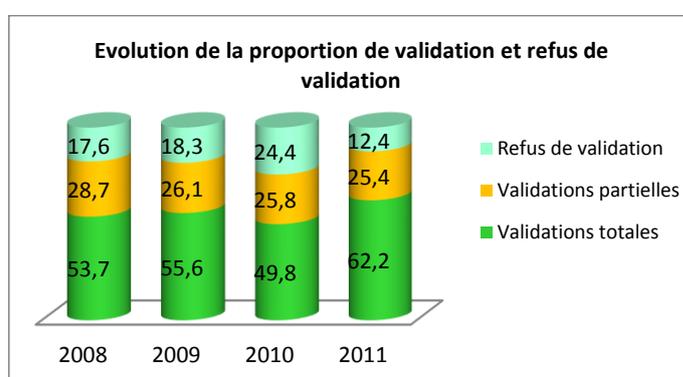
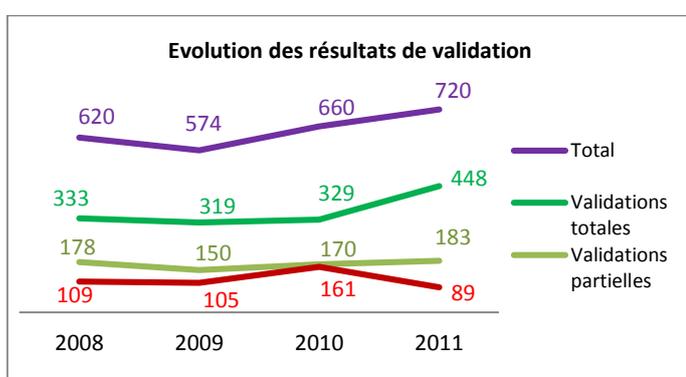
⁵ Composé selon le valideur d'enseignants ou de formateurs, de professionnels et parfois d'experts

⁶ L'augmentation des chiffres s'explique en partie par le fait qu'un organisme ait transmis des données pour l'année 2010, alors qu'il ne l'avait pas fait les deux années précédentes.

- ✓ **une validation totale** : l'autorité certificative délivre alors au candidat la certification ;
- ✓ **une validation partielle** : le candidat dispose d'un délai de cinq ans à compter de la décision du jury pour acquérir une expérience ou suivre une formation complémentaire afin d'obtenir la certification ;
- ✓ **un refus de validation** : le candidat n'a pas les compétences, aptitudes et connaissances requises.

2 - Les résultats de validation

A l'issue du passage des candidats devant le jury, les résultats sont les suivants pour la période 2008/2011.

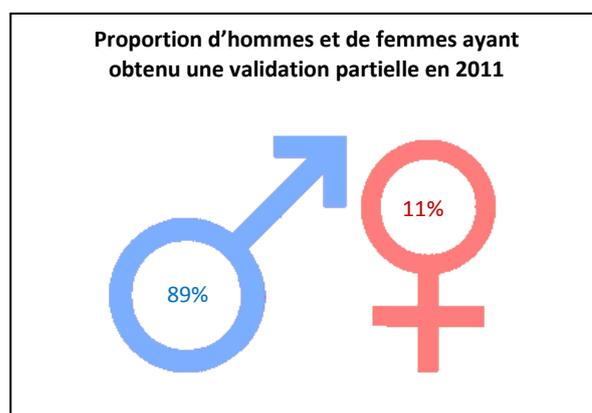
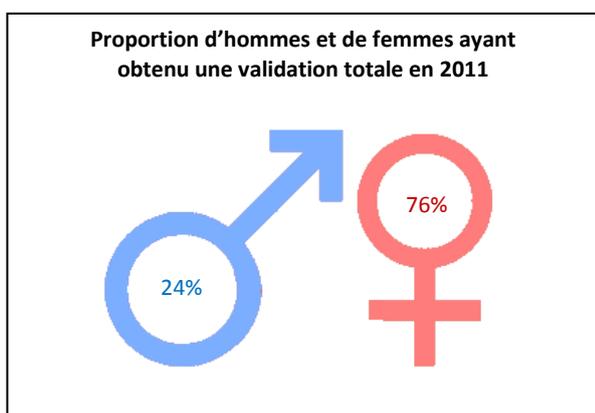


Environ **1 500 personnes** ont validé en totalité la certification visée, et près de **700** ont obtenu une validation partielle.

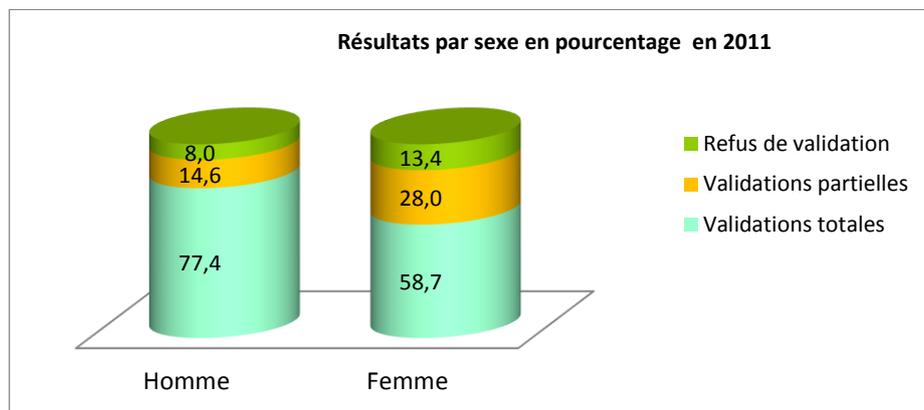
On constate une relative stabilité des résultats de validation entre 2008 et 2010. On peut noter cependant une légère diminution des refus de validation au bénéfice de validations totales et partielles.

⇒ Les femmes sont plus nombreuses à obtenir une certification

Une large majorité des personnes ayant validé (en totalité ou partiellement) une certification sont des femmes. (Voir tableau 8 en annexe)



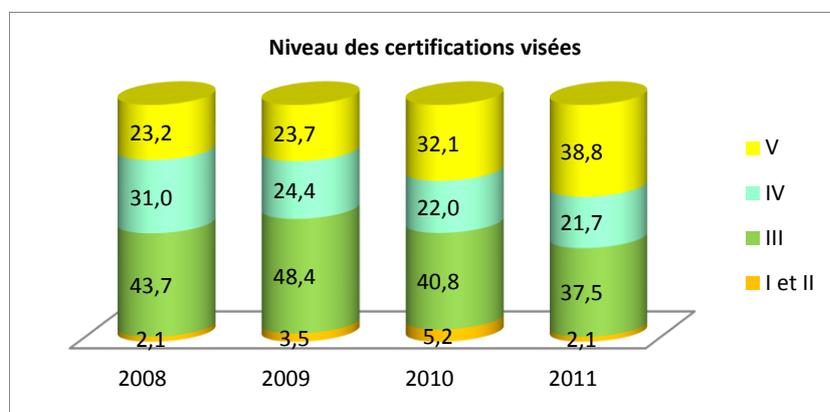
⇒ Cependant, lorsque les hommes passent devant le jury, ils réussissent mieux que les femmes.



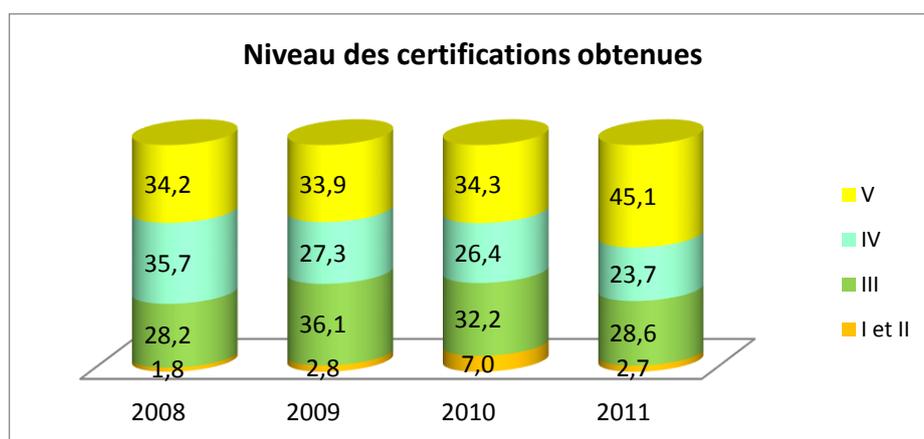
77 % d'entre eux obtiennent une validation totale, alors que 59 % des femmes valident en totalité la certification visée (voir tableau 8 en annexe).

⇒ Les certifications de niveau III sont les plus visées

Quelle que soit l'année, les demandes de certification portent en majorité sur des titres de niveau III. Ces derniers représentent en effet environ 40% des certifications visées (voir tableau 9 en annexe).



⇒ Les certifications de niveau V sont les plus obtenues



Les titres de niveau V, IV et III représentent chaque année plus de 90% des certifications obtenues. L'obtention d'un titre de niveau I ou II reste marginale (voir tableau 10 en annexe).

3 – Niveau et secteur d'activité auxquels appartiennent les titres obtenus

Année 2008

Groupe Emploi Formation	Niveau des titres obtenus	H	F	Total
Production agricole et sylvicole - Elevage	V	1	1	8
	IV	5	1	
Bâtiment : gros-œuvre - génie civil - extraction	V	1		6
	IV	2		
	III	1	2	
Bâtiment : équipements et finitions	V	2		6
	IV	4		
Travail des métaux : structures métalliques - Fonderie	V	1		2
	IV	1		
Mécanique - Automatismes	IV	2		4
	III	2		
Electricité - Electrotechnique - Electronique	V	4		7
	IV	1		
	III	2		
Production alimentaire- Production culinaire	V		1	4
	IV	2	1	
Textile - Habillement - Cuir	V		1	1
Transport - Logistique - Conduite - Manutention - Magasinage	IV	3		4
	III	1		
Tertiaire de bureau - Tertiaire spécialisé informatique	V	1	3	113
	IV	1	50	
	III	4	49	
	II	1	3	
	I	1		
Commerce - Distribution	V	1	7	44
	IV	5	14	
	III	9	8	
Paramédical - Travail social - Soins personnels	V	3	80	109
	IV	2	12	
	III	4	8	
Hôtellerie - Restauration - Tourisme - Loisirs - Animation - Sport	V		1	14
	IV	7	5	
	III		1	
Nettoyage - Assainissement - Environnement - Sécurité	V	5	1	8
	IV	1		
	III	1		
Formations générales - Enseignement - Aménagement du territoire - Patrimoine - Développement personnel	III	1	1	3
	II	1		

⇒ **80 % des titres obtenus relèvent de 3 secteurs d'activité** : Tertiaire de bureau - Tertiaire spécialisé informatique / Paramédical - Travail social - Soins personnels / Commerce - Distribution.

Année 2009

Groupe Emploi Formation	Niveau des titres obtenus	H	F	Total
Production agricole et sylvicole - Elevage	V	4		7
	IV	2	1	
Bâtiment : gros-œuvre - génie civil - extraction	IV	2		6
	III	4		
Bâtiment : équipements et finitions	V	7		10
	IV	3		
Mécanique - Automatismes	V	3		8
	IV	1		
	III	4		
Electricité - Electrotechnique - Electronique	IV	2		6
	III	4		
Production alimentaire- Production culinaire	V		1	2
	IV	1		
Textile - Habillement - Cuir	IV		1	1
Exploitation forestière - Travail du bois	IV	1		1
Transport - Logistique - Conduite - Manutention - Magasinage	IV	1		1
Tertiaire de bureau - Tertiaire spécialisé informatique	V		4	121
	IV	2	39	
	III	8	65	
	II	1	1	
	I	1		
Commerce - Distribution	V		2	25
	IV	2	6	
	III	7	6	
	II	2		
Paramédical - Travail social - Soins personnels	V	2	83	111
	IV	4	10	
	III	3	9	
Hôtellerie - Restauration - Tourisme - Loisirs - Animation - Sport	IV		8	9
	III		1	
Nettoyage - Assainissement - Environnement - Sécurité	V	1	1	6
	IV	1		
	III	1	2	
Techniques de la communication - Média	II	1	1	2
Formations générales - Enseignement - Aménagement du territoire - Patrimoine - Développement personnel	III	1		3
	I	1	1	

⇒ **70 % des titres obtenus relèvent de 2 secteurs d'activité** : Tertiaire de bureau - Tertiaire spécialisé informatique / Paramédical - Travail social - Soins personnels.

Année 2010

Groupe Emploi Formation	Niveau des titres obtenus	H	F	Total
Bâtiment : gros-œuvre - Génie civil - Extraction	IV	1		4
	III	2	1	
Bâtiment : équipements et finitions	V	3		8
	IV	3	1	
	II	1		
Travail des métaux : structures métalliques - Fonderie	IV	2		2
Mécanique - Automatismes	III	5		5
Electricité - Electrotechnique - Electronique	IV	2		4
	III	2		
Production alimentaire - Production culinaire	V	1	3	6
	IV		1	
	III		1	
Textile - Habillement - Cuir	V	2		4
	IV		2	
Exploitation forestière - Travail du bois	V	2		4
	IV	2		
Transport - Logistique - Conduite - Manutention - Magasinage	V	6		8
	IV	1	1	
Tertiaire de bureau - Tertiaire spécialisé informatique	IV		27	81
	III	5	45	
	II	3	1	
Commerce - Distribution	V		4	40
	IV	2	18	
	III	6	10	
Paramédical - Travail social - Soins personnels	V	1	87	126
	IV	2	9	
	III	5	22	
Hôtellerie - Restauration - Tourisme - Loisirs - Animation - Sport	V	2	2	16
	IV	4	8	
Nettoyage - Assainissement - Environnement - Sécurité	IV	1		2
	II	1		
Techniques de la communication - Média	II		4	5
	I		1	
Formations générales - Enseignement - Aménagement du territoire - Patrimoine - Développement personnel	III	1	1	14
	II	1	1	
	I	2	8	

⇒ **75 % des titres obtenus relèvent de 3 secteurs d'activité** : Paramédical - Travail social - Soins personnels / Tertiaire de bureau - Tertiaire spécialisé informatique / Commerce-Distribution.

Année 2011

Groupe Emploi Formation	Niveau des titres obtenus	H	F	Total
Production agricole et sylvicole - Elevage	V	4	1	10
	IV	4	1	
Bâtiment : gros-œuvre - génie civil - extraction	V	1		8
	IV		1	
	III	5	1	
Bâtiment : équipements et finitions	V	6		12
	IV	6		
Travail des métaux - Structures métalliques - Fonderie	IV	1		1
Mécanique - Automatismes	IV	9		19
	III	10		
Electricité - Electrotechnique - Electronique	III	1		1
Travail des matériaux - Industries de process - Laboratoire	III	1		1
Production alimentaire- Production culinaire	V		4	6
	III	2		
Techniques graphiques - Impression	IV	1		1
Transport - Logistique - Conduite - Manutention - Magasinage	V	3		8
	IV	4	1	
Tertiaire de bureau - Tertiaire spécialisé informatique	V		2	98
	IV		34	
	III	5	52	
	II	1	4	
Commerce - Distribution	V	3	9	41
	IV	2	4	
	III	10	13	
Paramédical - Travail social - Soins personnels	V	5	129	184
	IV	2	26	
	III	3	18	
	II		1	
Hôtellerie - Restauration - Tourisme - Loisirs - Animation - Sport	V		1	8
	IV	1	5	
	III		1	
Nettoyage - Assainissement - Environnement - Sécurité	V	9	25	40
	IV	3	1	
	III	2		
Techniques de la communication - Média	I		1	1
Formations générales - enseignement - aménagement du territoire - patrimoine - développement personnel	III	1	3	9
	II		3	
	I	1	1	

⇒ **80 % des titres obtenus relèvent de 4 secteurs d'activité** : Paramédical - Travail social - Soins personnels / Tertiaire de bureau - Tertiaire spécialisé informatique / Commerce - Distribution / Nettoyage - Assainissement - Environnement - Sécurité.

Années 2008 à 2011

Groupe Emploi Formation	Niveau des titres obtenus	H	F	Total
Production agricole et sylvicole – Elevage	V	9	2	25
	IV	11	3	
Bâtiment : gros-œuvre - génie civil - extraction	V	2	0	20
	IV	5	1	
	III	12	4	
Bâtiment : équipements et finitions	V	18	0	36
	IV	16	1	
	II	1	0	
Travail des métaux : structures métalliques - Fonderie	V	1	0	5
	IV	4	0	
Mécanique – Automatismes	V	3	0	36
	IV	12	0	
	III	21	0	
Electricité - Electrotechnique - Electronique	V	4	0	18
	IV	5	0	
	III	9	0	
Travail des matériaux - Industries de process - Laboratoire	III	1	0	1
Production alimentaire- Production culinaire	V	1	9	18
	IV	3	2	
	III	2	1	
Techniques graphiques – Impression	IV	1	0	1
Textile - Habillement – Cuir	V	2	1	6
	IV	0	3	
Exploitation forestière - Travail du bois	V	2	0	5
	IV	3	0	
Transport - Logistique - Conduite - Manutention - Magasinage	V	9	0	21
	IV	9	2	
	III	1	0	
Tertiaire de bureau - Tertiaire spécialisé informatique	V	1	9	413
	IV	3	150	
	III	22	211	
	II	6	9	
	I	2	0	
Commerce – Distribution	V	4	22	150
	IV	11	42	
	III	32	37	
	II	2	0	
Paramédical - Travail social - Soins personnels	V	11	379	530
	IV	10	57	
	III	15	57	
	II	0	1	
	I	2	4	
	I	4	10	

Hôtellerie - Restauration - Tourisme - Loisirs - Animation - Sport	V	2	4	47
	IV	12	26	
	III	0	3	
Nettoyage - Assainissement - Environnement - Sécurité	V	16	27	56
	IV	6	1	
	III	4	2	
Techniques de la communication - Média	II	1	5	8
	I	0	2	
Formations générales - enseignement - aménagement du territoire - patrimoine - développement personnel	III	4	5	29

⇒ Sur les quatre années, près de 80% des titres obtenus relèvent des secteurs suivants :

Paramédical - Travail social - Soins personnels / Tertiaire de bureau - Tertiaire spécialisé informatique / Commerce – Distribution.



4 - Le top 10 des certifications les plus demandées et les plus obtenues

Année 2008

✓ Certifications les plus demandées

INTITULE DU DIPLOME	Niveau	Nombre
BTS Assistant de Direction	III	70
CAP Petite Enfance	V	50
BAC PRO Secrétariat	IV	44
Diplôme d'Etat d'Educateur Spécialisé	III	38
BTS Comptabilité et Gestion des Organisations	III	36
TP Assistante de Vie aux Familles	V	33
BTS Management des Unités Commerciales	III	32
TP Assistante de Direction	III	17
BAC PRO Comptabilité	IV	17
BTS Assistant de Gestion de PME-PMI	III	17

✓ Certifications les plus obtenues

INTITULE DU DIPLOME	Niveau	Nombre
CAP Petite Enfance	V	41
TP Assistante de Vie aux Familles	V	28
BAC PRO Secrétariat	IV	27
BTS Assistant de Direction	III	21
BTS Comptabilité et Gestion des Organisations	III	17
BAC PRO Comptabilité	IV	17
TP Assistante de Direction	III	14
Diplôme d'Etat d'Educateur Spécialisé	III	9
TP Vendeur spécialisé en magasin	IV	9
BP Coiffure Option A	IV	6

Année 2009

✓ Certifications les plus demandées

INTITULE DU DIPLOME	Niveau	Nombre
BTS Assistant de Direction	III	77
CAP Petite Enfance	V	55
BAC PRO Secrétariat	IV	52
BTS Assistant de Gestion de PME-PMI	III	41
TP Assistante de Vie aux Familles	V	36
Diplôme d'Etat d'Educateur Spécialisé	III	35
BTS Comptabilité et Gestion des Organisations	III	22
BTS Management des Unités Commerciales	III	20
TP Assistante de Direction	III	17
BEP Carrières Sanitaires et Sociales	V	12

✓ Certifications les plus obtenues

INTITULE DU DIPLOME	Niveau	Nombre
CAP Petite Enfance	V	43
TP Assistante de Vie aux Familles	V	32
BAC PRO Secrétariat	IV	25
BTS Assistant de Direction	III	24
BTS Assistant de Gestion de PME-PMI	III	17
BTS Comptabilité et Gestion des Organisations	III	16
TP Assistante de Direction	III	13
BTS Management des Unités Commerciales	III	8
BTS Analyses de Biologie Médicale	III	7
TP Maçon	V	6

Année 2010

✓ Certifications les plus demandées

INTITULE DU DIPLOME	Niveau	Nombre
Diplôme d'Etat d'Auxiliaire de Vie Sociale	V	68
BTS Assistant de Manager	III	48
BTS Assistant de Gestion de PME-PMI	III	38
BTS Comptabilité et Gestion des Organisations	III	35
CAP Petite Enfance	V	34
BAC PRO Secrétariat	IV	32
Diplôme d'Etat d'Aide-Soignant	V	26
BTS Management des Unités Commerciales	III	25
Diplôme d'Etat d'Auxiliaire de Puériculture	V	21
Diplôme d'Etat d'Educateur Spécialisé	III	20

✓ Certifications les plus obtenues

INTITULE DU DIPLOME	Niveau	Nombre
Diplôme d'Etat d'Auxiliaire de Vie Sociale	V	41
CAP Petite Enfance	V	22
BAC PRO Secrétariat	IV	18
BTS Assistant de Manager	III	17
BTS Comptabilité et Gestion des Organisations	III	16
TP Assistant(e) de vie aux familles	V	14
BAC PRO Services (Accueil – Assistance- Conseil)	IV	11
BTS Assistant de Gestion de PME-PMI	III	9
BAC PRO Commerce	IV	8
BTS Management des Unités Commerciales	III	8

Année 2011

✓ Certifications les plus demandées

INTITULE DU DIPLOME	Niveau	Nombre
BTS Assistant de Gestion de PME-PMI	III	49
Aide-soignant	V	40
CAP Petite Enfance	V	40
Auxiliaire de vie sociale	V	35
BTS Assistant de Manager	III	33
TP Assistant(e) de vie aux familles	V	32
BAC PRO Secrétariat	IV	30
BTS Services et Prestations des Secteurs Sanitaire et Social	III	26
BTS Comptabilité et Gestion des Organisations	III	24
Auxiliaire de puériculture	V	19

✓ Certifications les plus obtenues

INTITULE DU DIPLOME	Niveau	Nombre
CAP Petite Enfance	V	36
TP Assistant(e) de Vie aux Familles	V	32
Auxiliaire de vie sociale	V	30
Aide-soignant	V	21
BAC PRO Secrétariat	IV	20
BTS Comptabilité et Gestions des Organisations	III	17
TP Agent(e) de propreté et d'hygiène	V	15
BTS Assistant de Gestion de PME-PMI	III	14
BTS Assistant de Manager	III	12
TP Vendeur spécialisé en magasin	V	12

Récapitulatif des années 2008 à 2011

✓ Certifications les plus demandées

INTITULE DU DIPLOME	Niveau	Nombre
CAP Petite Enfance	V	179
BAC PRO Secrétariat	IV	158
BTS Assistant de Direction	III	147
BTS Assistant de Gestion PME-PMI	III	145
BTS Comptabilité et Gestion des Organisations	III	117
TP Assistant(e) de Vie aux Familles	V	116
Diplôme d'Etat d'Auxiliaire de Vie Sociale	V	103
Diplôme d'Etat d'Educateur Spécialisé	III	93
BTS Assistant Manager	III	81
BTS Management des Unités Commerciales	III	77

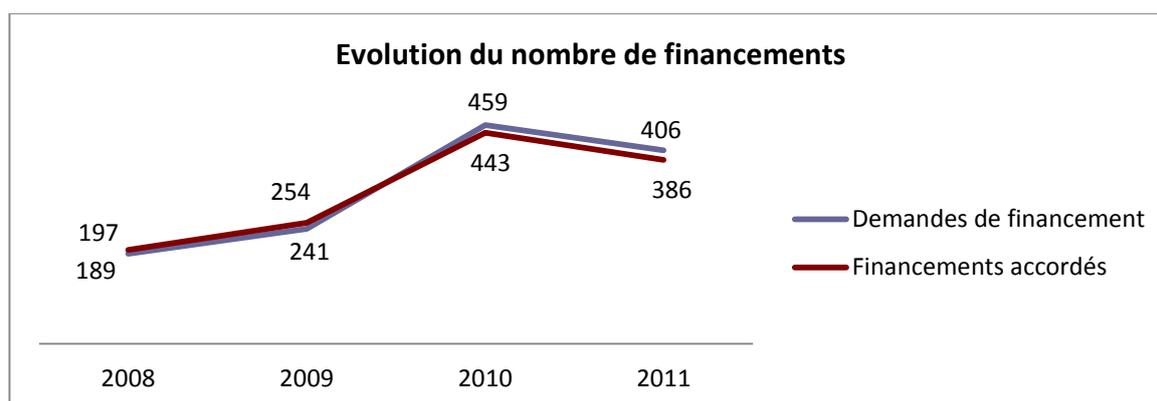
✓ Certifications les plus obtenues

INTITULE DU DIPLOME	Niveau	Nombre
CAP Petite Enfance	V	142
TP Assistant(e) de Vie aux Familles	V	106
BAC PRO secrétariat	IV	90
Diplôme d'Etat d'Auxiliaire de Vie Sociale	V	71
BTS Comptabilité et Gestion des Organisations	III	66
BTS Assistant de Direction	III	45
TP Assistante de Direction	III	42
BTS Assistant de Gestion PME-PMI	III	40
BTS Management des Unités Commerciales	III	31
BTS Assistant de Manager	III	29

5 - Le financement de la VAE

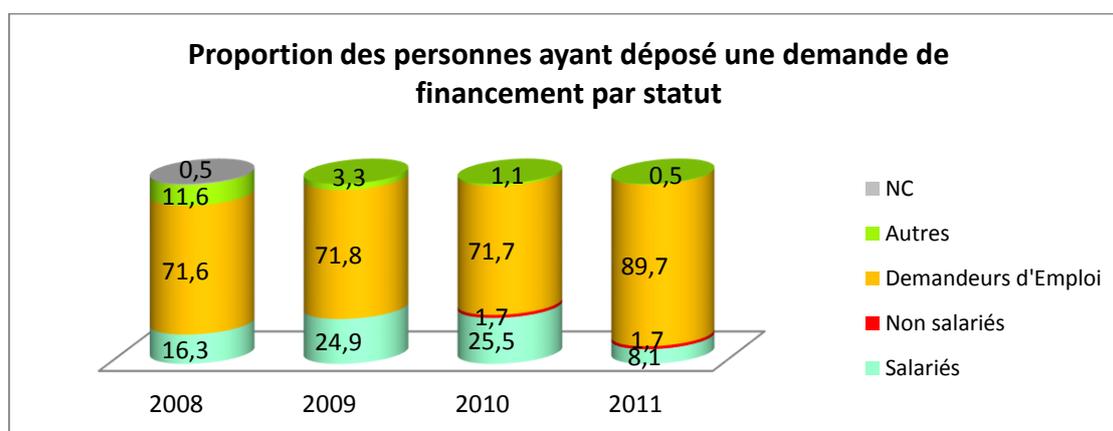
En fonction du statut de la personne souhaitant faire valider son expérience (non salarié, salarié, demandeur d'emploi...), la VAE peut faire l'objet d'une prise en charge financière par les organismes ou institutions finançant habituellement la formation professionnelle continue (Conseil Régional, OPCA, DIECCTE...).

De 2008 à 2011, 10 financeurs ont accordé des aides à **plus de 1 200 personnes** dans le cadre de leurs projets de VAE. (voir tableau 11 en annexe).



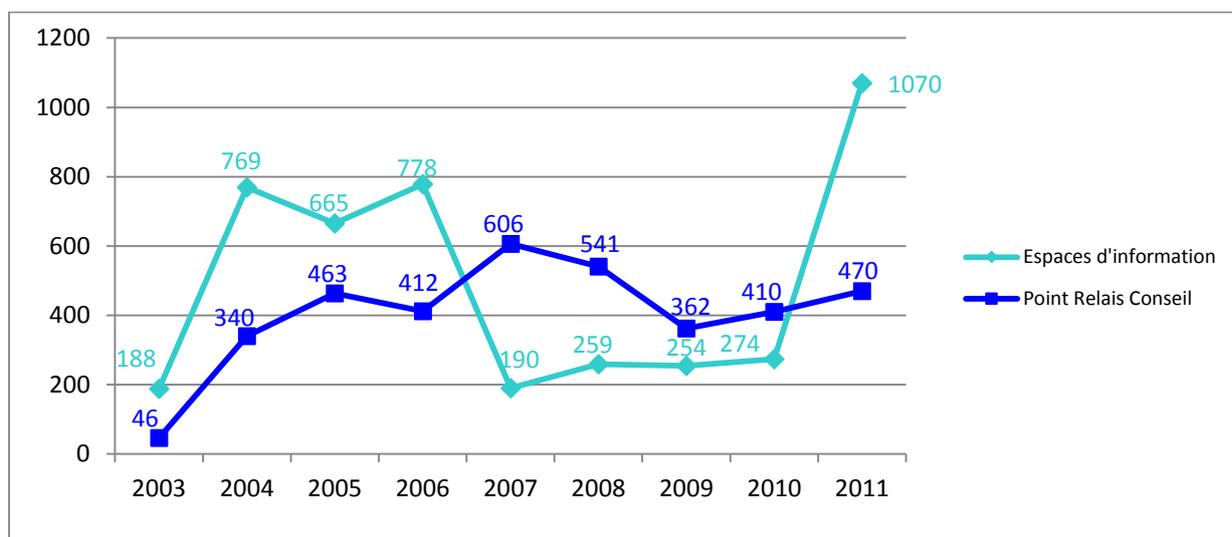
6 - Statut des personnes ayant déposé une demande de financement

⇒ **Plus de 70% des demandes de financement émanent des demandeurs d'emploi.** En 2010, on constate cependant une augmentation de près de 10 points (16,3% en 2008, contre 25,5% en 2010) de la proportion de salarié ayant effectué une demande de financement. Cette proportion diminue de plus de 15 points en 2011.

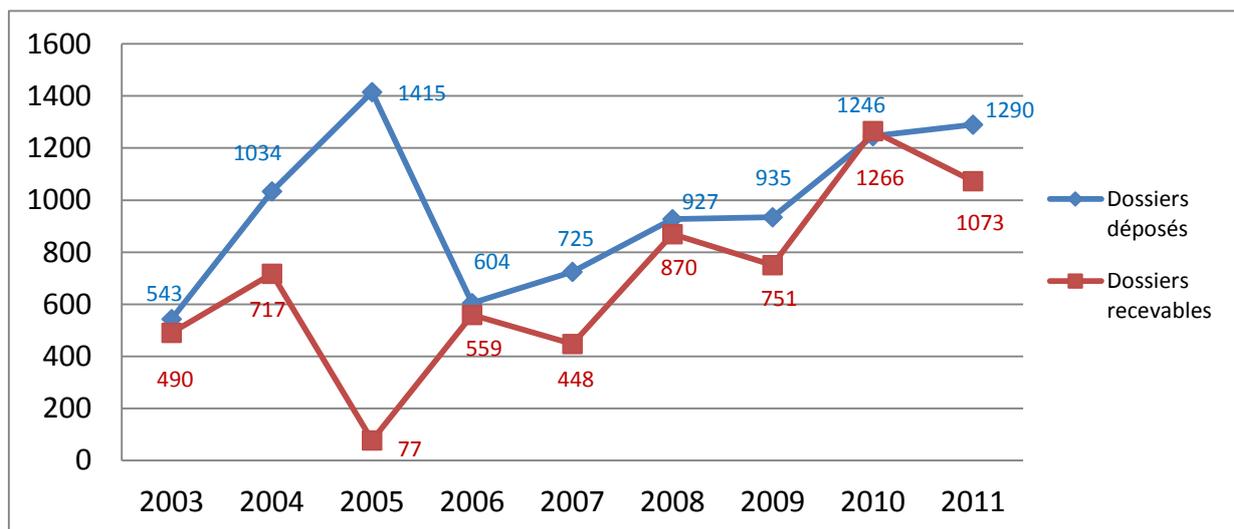


Bilan Synthétique 2003 | 2011

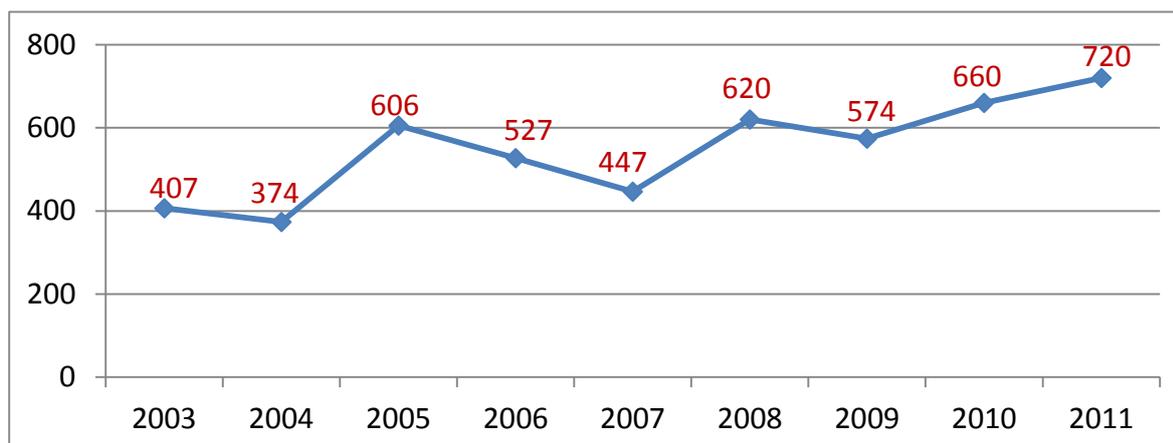
1 - Evolution du nombre de personnes informées par les espaces d'information et le PRC



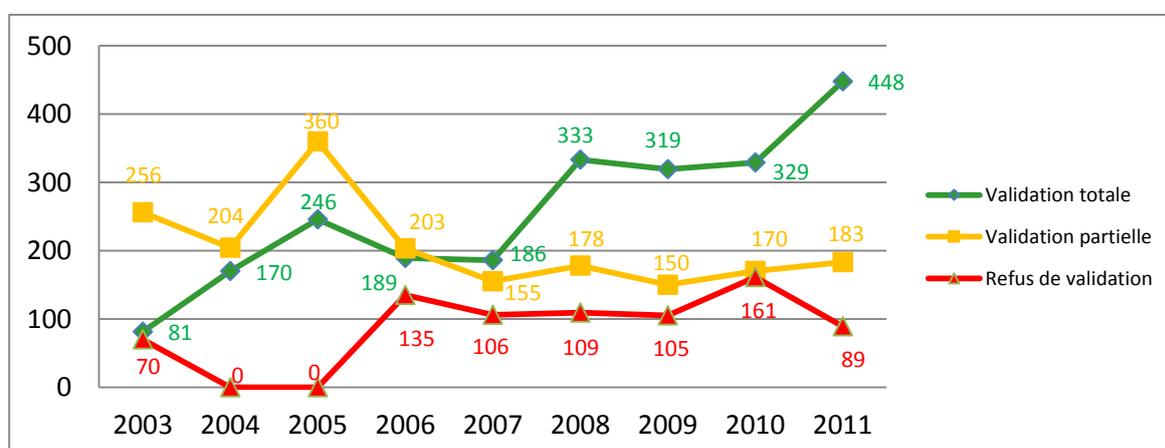
2 - Evolution du nombre de dossiers déposés et recevables



3 - Evolution du nombre de passages devant le jury



4 - Evolution des résultats de validation



A noter :

L'information : Pour mémoire ne sont comptabilisées ici que les personnes informées par les espaces d'information et le PRC. Dans le cadre de leurs activités, les valideurs et les financeurs jouent un rôle important dans l'information des individus (plus de 14 000 personnes informées entre 2008 et 2011).

La recevabilité des dossiers : le nombre de dossiers recevables est proche de celui des dossiers déposés. L'information proposée en amont de la démarche a donc un impact positif sur la recevabilité des dossiers de VAE.

Les résultats de validation suite au passage devant le jury : au fil des années, le nombre de validation totale augmente au détriment de validations partielles et des refus de validation. On peut en déduire que les accompagnements mis en œuvre contribuent à cette augmentation du nombre de candidats ayant validé en totalité une certification.

La VAE dans l'entreprise

Bien qu'étant un droit individuel, les entreprises peuvent accompagner les salariés dans leur souhait d'acquisition d'une nouvelle qualification en favorisant :

- L'organisation des réunions d'information collective sur la VAE,
- Le soutien des salariés dans leur démarche en vue de la constitution des dossiers de recevabilité, voire de validation,
- Leur implication dans la dynamique d'accompagnement.

Elles peuvent aussi utiliser ce dispositif comme un outil de gestion de leur capital «compétences» afin de trouver une réponse à leurs besoins de qualification. Ainsi, en tant qu'outil de Gestion des Emplois et des Compétences, la VAE favorise :

- La professionnalisation des salariés : le recours à un personnel qualifié et certifié contribue à améliorer l'image de l'entreprise auprès de ses clients. C'est aussi une nécessité en cas de démarche qualité. L'utilisation de la VAE permet ainsi de valoriser et de professionnaliser, à la fois, les salariés et les métiers de l'entreprise.
- La connaissance/reconnaissance des compétences internes : la VAE peut ainsi être mobilisée comme outil de la politique de ressources humaines, visant à faire acquérir un niveau de qualification plus élevé aux salariés identifiés dans le cadre d'un parcours de promotion ou de professionnalisation.
- La motivation, la fidélisation des salariés et la cohésion sociale dans l'entreprise : la VAE facilite la gestion des progressions de carrières, et permet d'offrir des perspectives d'évolution, élément de motivation et de fidélisation du personnel.
- Les mobilités internes ou externes des salariés : face à des difficultés de recrutement externe, l'entreprise peut favoriser la mobilité interne en faisant évoluer, par la VAE, des profils repérés. De même, pour des secteurs ou des entreprises dont l'activité est fragile, engager en amont une démarche de validation pour les salariés facilitera leur éventuel reclassement.
- L'optimisation de la formation : la VAE peut permettre de réduire les coûts et le temps d'absence de l'entreprise en réduisant les parcours de formation. En effet, la formation n'intervient que sur les compétences restant à acquérir à l'issue du passage devant le jury.

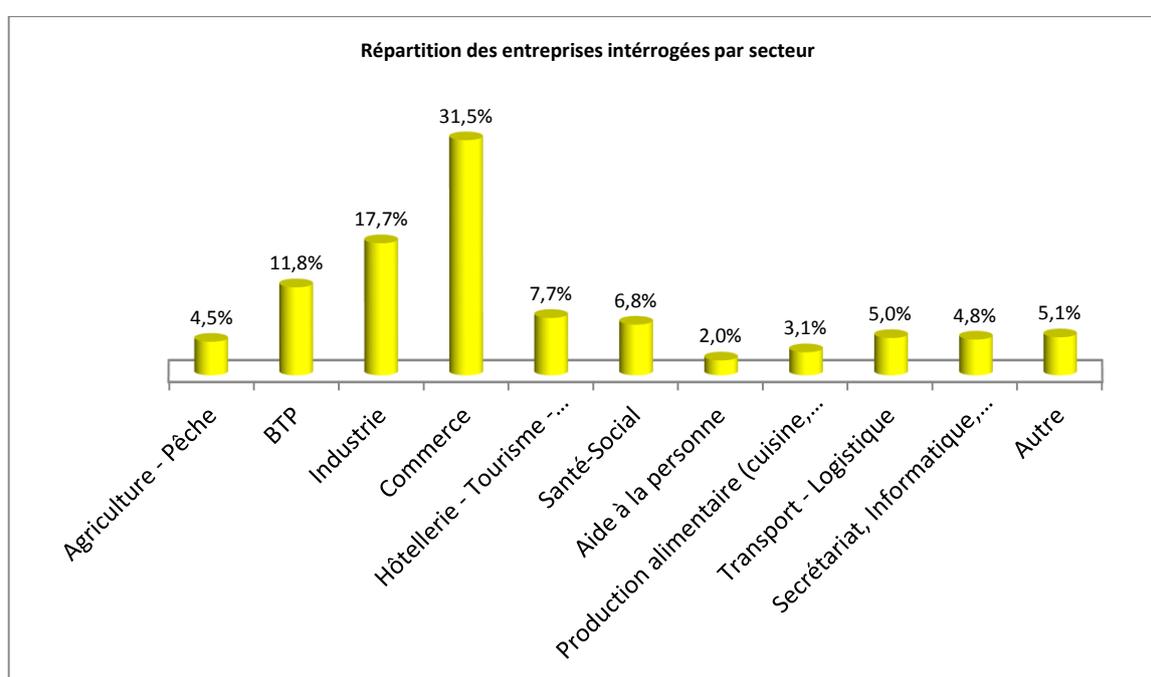
Au niveau national, certaines entreprises se sont appropriées ce dispositif, et accompagnent les salariés désireux de s'engager dans un parcours individuel de VAE, mieux encore d'autres entreprises proposent à leurs salariés la mise en œuvre de démarche collective de VAE. Cependant qu'en est-il en Martinique ? Quelle vision les chefs d'entreprise ont-ils de la VAE ?

En décembre 2011, à l'initiative de l'OREF et de la CRIS VAE, une enquête téléphonique a été réalisée auprès des chefs d'entreprise martiniquais ou de leur responsable ressources humaines dans l'objectif d'identifier la perception qu'ont ces derniers de la VAE.

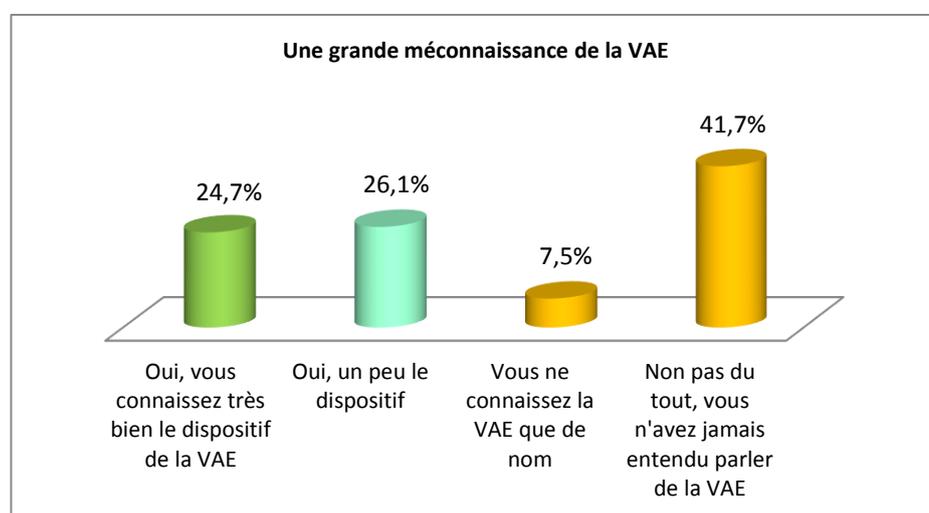
705 représentants d'entreprises ont pu être interrogés.

La majorité des entreprises interrogées existent depuis plus de 10 ans (71%). Elles se trouvent principalement dans le centre de l'île : **52%** dans la conurbation Fort-de-France / Lamentin.

Les entreprises de moins de 50 salariés représentent **84%** du panel (**53,9%** ont moins de 10 salariés). Le secteur le mieux représenté est celui du commerce avec **222 entreprises**, soit **31,5%**.

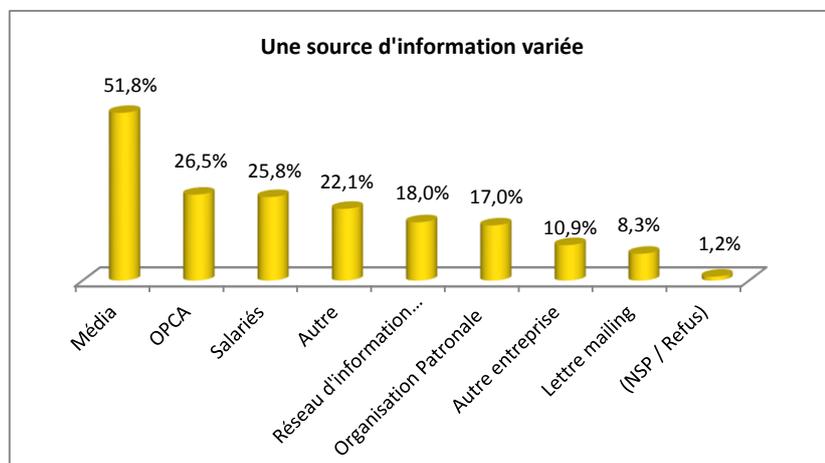


1 – Connaissance de la VAE par les chefs d'entreprises ou leurs représentants.



Malgré toutes les actions de communication, seuls **50.78%** des entreprises disent connaître le dispositif de la VAE : la moitié le connaît très bien et l'autre moitié ne le connaît qu'un peu.

40,70% des responsables d'entreprise interrogés (**274**) disent n'avoir jamais entendu parler de la VAE, cependant, **119** d'entre eux souhaitent être informés sur ce dispositif.

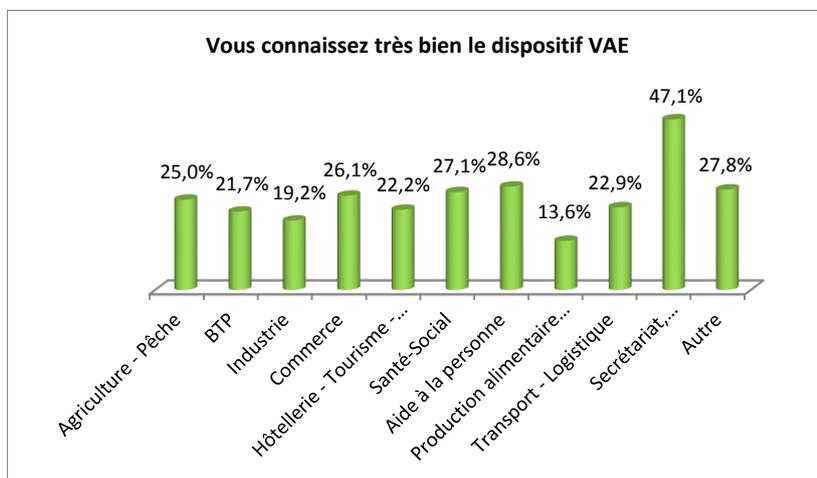
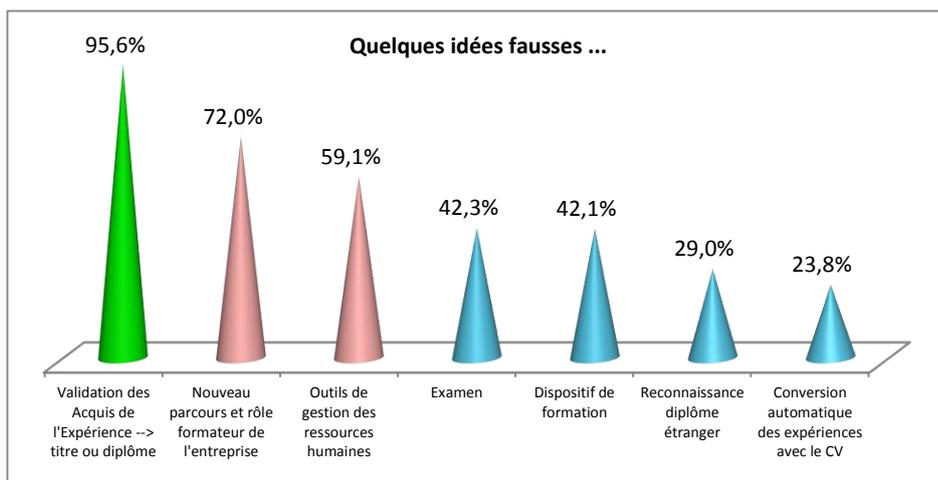


Les canaux d'information sont très variés, mais la principale source reste les médias (+ de 50%). Les autres sources importantes d'information sur la VAE sont :

- les OPCA,
- les salariés eux mêmes,
- les réseaux d'information et les organisations patronales.

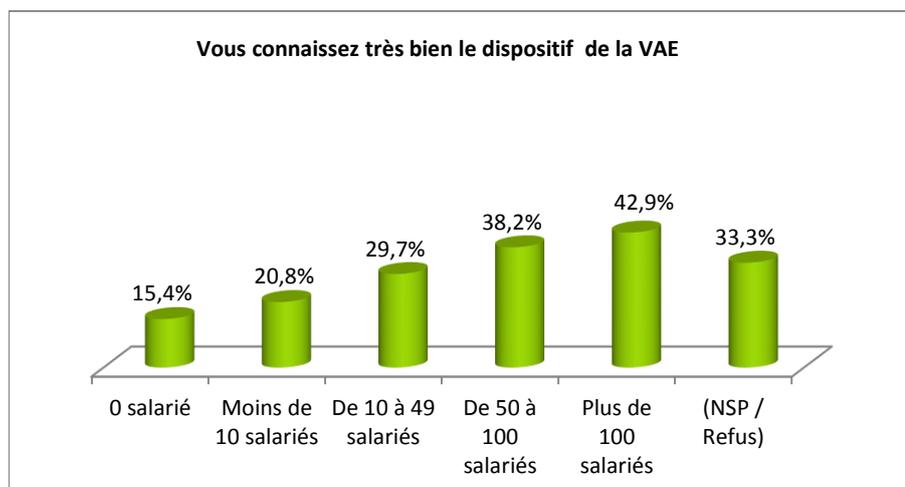
Ceux qui affirment connaître le dispositif de la VAE n'en n'ont pas forcément une bonne vision. Tout laisse à penser que les entreprises ne prennent pas le temps de s'intéresser à ce dispositif ou que l'information qui leur parvient est parcellaire.

On note cependant même que près de **60%** des personnes interrogées pensent que c'est un nouvel outil de gestion de ressources humaines quand plus de 40% pensent que c'est un examen.

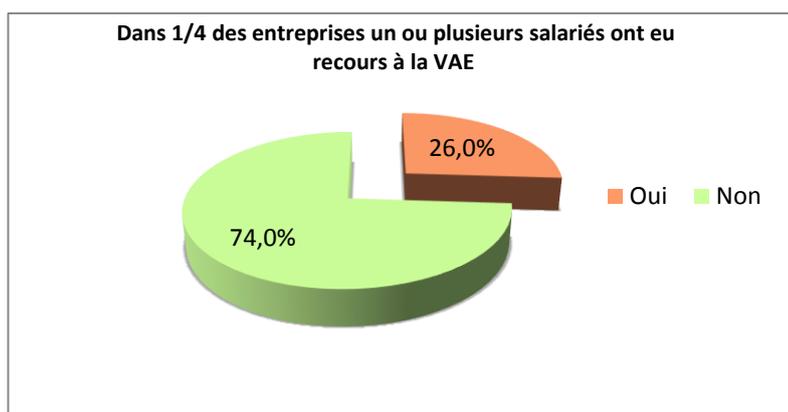


On constate que l'information n'a pas la même portée en fonction des secteurs d'activité. En effet, les entreprises les plus au fait de la VAE sont issues du secteur « Secrétariat, Informatique, Comptabilité et Gestion ». **Elles sont plus de 47% à bien connaître ce dispositif.**

La taille de l'entreprise influe également sur l'appropriation par les chefs d'entreprise de ce dispositif. En effet, plus l'entreprise est grande, plus elle maîtrise le dispositif.



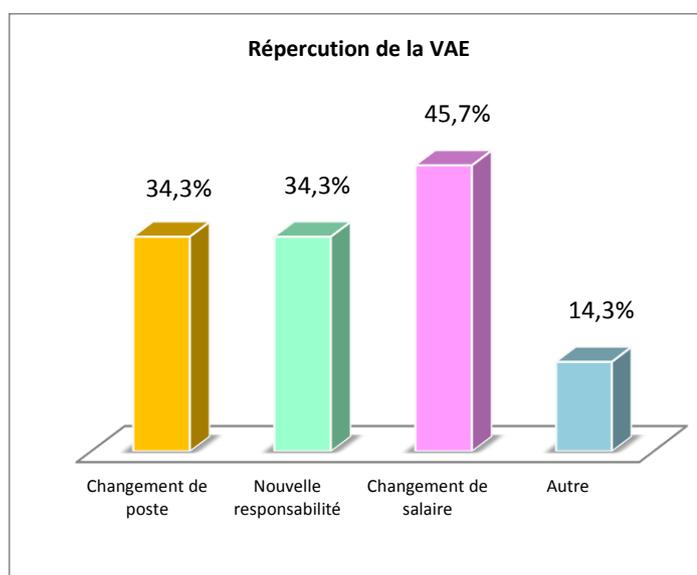
2 – Recours à la VAE pour les salariés.

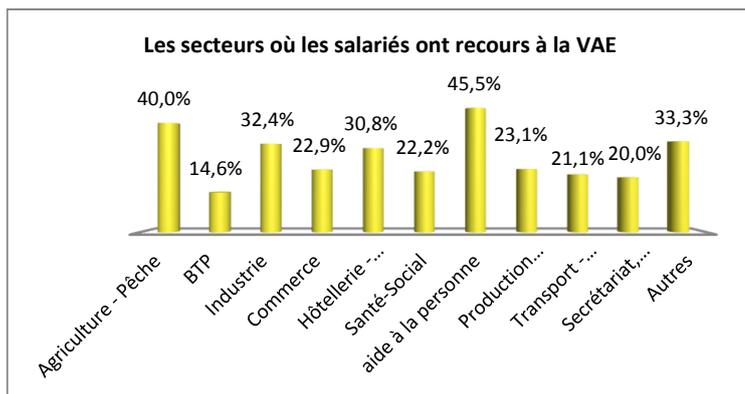


Dans 1/4 des entreprises interrogées un ou plusieurs salariés ont eu recours à une procédure de VAE. Dans **73%** des cas c'était à l'initiative du salarié. Les chefs d'entreprise sont très rarement à l'initiative de cette démarche.

Lorsqu'un ou plusieurs salariés ont obtenu une certification par la VAE, **67%** des employeurs déclarent ne pas en tenir compte dans le cadre de la gestion de leur ressource humaine. Parmi les entreprises qui en tiennent compte :

- **46%** disent avoir procédé à une évolution salariale ;
- **34,3%**, à un changement de poste ;
- **34,3%** ont octroyé de nouvelles responsabilités.



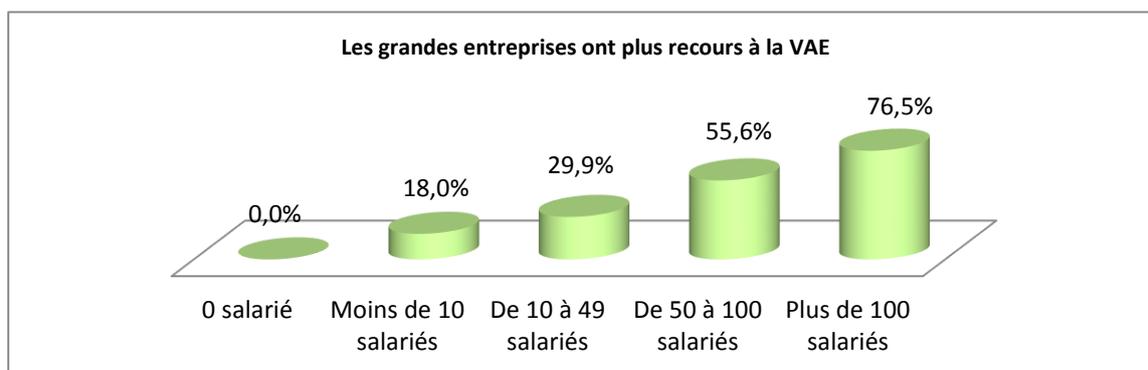


En proportion, les secteurs au sein desquels les salariés ont eu davantage recours à la VAE sont les suivants :

- Aide à la personne,
- Agriculture et pêche,
- Industrie et
- Hôtellerie-Restauration-Tourisme.

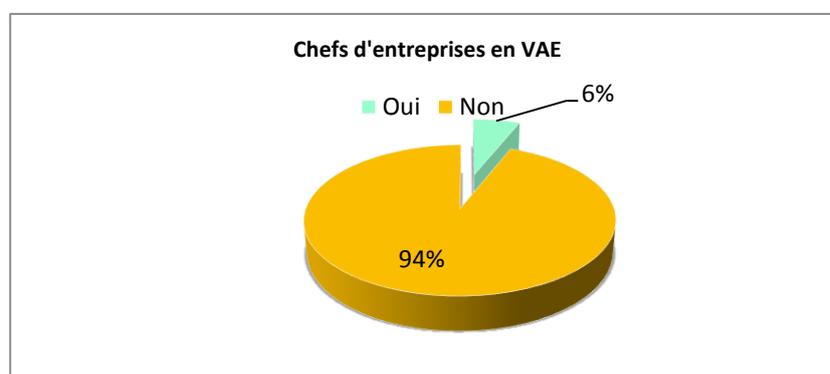
Entre **30 et 45%** des entreprises de ces secteurs ont eu **recours** à la VAE.

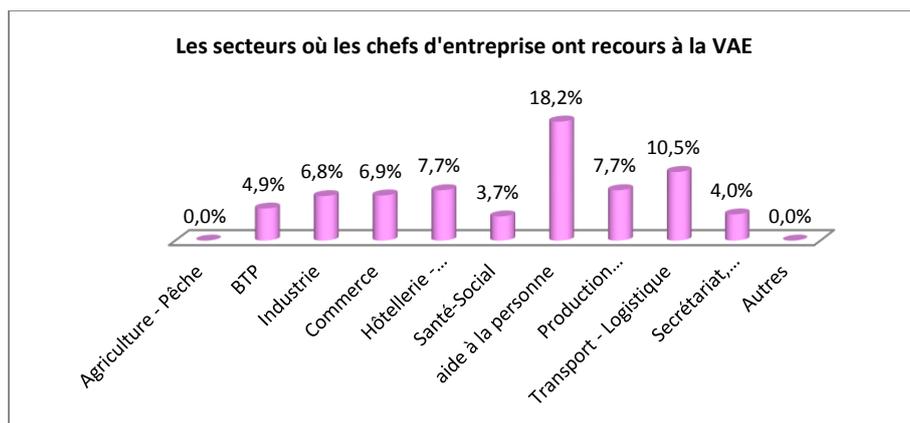
Plus les entreprises sont grandes, plus les salariés ont eu recours à la VAE. **77%** des entreprises des plus de 100 salariés disent avoir eu au sein de leur entreprise des salariés ayant mis en œuvre une procédure de VAE, contre **18%** des entreprises de moins de 10 salariés.



3 – Recours des Chefs d'entreprises à la VAE.

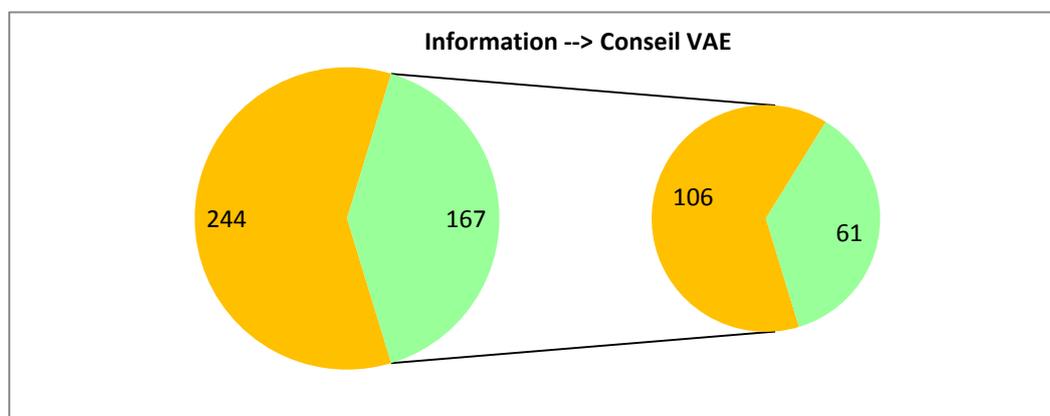
Les dirigeants d'entreprises ont beaucoup moins recours à la VAE puisque seuls **6%** d'entre eux ont déclaré avoir suivi une procédure de VAE.





Les chefs d'entreprise relevant du secteur de l'Aide à la personne (**18.2%**) et des transports (**10.5%**) sont ceux qui ont eu recours à la VAE le plus fréquemment.

4 - Intérêt des chefs d'entreprise pour la VAE.



La VAE en tant qu'outil de gestion du capital «compétences» des entreprises n'est pas encore suffisamment connue des entreprises martiniquaises. Elle constitue pourtant une possibilité de faire coïncider l'intérêt de l'entreprise avec celui des ses salariés.

L'enquête menée auprès de **705 représentants d'entreprises**, a pu faire ressortir l'intérêt de certains d'entre eux pour cette procédure :

- **411 ont dit connaître la VAE** (très bien, un peu, de nom).
- **167 d'entre eux (40%) disent vouloir l'intégrer** dans la politique de formation de leur entreprise.
- **106 entreprises souhaitent être accompagnées** pour ce faire.

Annexes

Liste des annexes :

- **Tableau 1** : Information des espaces d'information
- **Tableau 2** : Information des organismes valideurs
- **Tableau 3** : Information des organismes financeurs
- **Tableau 4** : Dossiers déposés
- **Tableau 5** : Statut des personnes ayant déposé un dossier
- **Tableau 6** : Dossiers recevables
- **Tableau 7** : Passage devant un jury
- **Tableau 8** : Résultats de validation par sexe
- **Tableau 9** : Niveau des certifications visées
- **Tableau 10** : Niveau des certifications obtenues
- **Tableau 11** : Statut des personnes ayant fait une demande de financement

Tableau 1 : Information des espaces d'information

Espaces d'information	2008		2009		2010		2011		2008	2009	2010	2011
	H	F	H	F	H	F	H	F				
C.F.P.P.A Carbet	7	7	5	8	5	7	15	16	14	13	12	31
C.F.P.P.A Gros-Morne	11	5	7	3	nc	nc	nc	nc	16	10	nc	nc
CIO Lamentin	0	0	nc	nc	1	3	5	10	0	nc	4	15
CIO Marin	nc	nc	nc	nc	2	18	8	14	nc	nc	20	22
CIO Trinité	8	16	6	14	14	11	4	17	24	20	25	21
GRETA BTP	7	1	12		43	9	nc	nc	8	12	52	nc
GRETA Centre et Nord Caraïbe	3	12	2	8	nc	nc	1	4	15	10	nc	5
GRETA Nord Atlantique	nc	nc	nc	nc	10	33	7	18	nc	nc	43	25
Pôle Emploi Lamentin	nc	nc	nc	nc	nc	nc	17	44	nc	nc	nc	61
Pôle Emploi Trinité	8	55	22	63	nc	nc	30	62	63	85	nc	92
Pôle Emploi Schoelcher	nc	nc	nc	nc	nc	nc	39	153	nc	nc	nc	192
Pôle Emploi Rivière-Salée	nc	nc	nc	nc	nc	nc	166	380	nc	nc	nc	546
U.R.A.S.S	41	78	37	67	34	84	12	49	119	104	118	61
TOTAL	85	174	91	163	109	165	304	767	259	254	274	1071

Tableau 2 : Information des organismes valideurs

	2008		2009		2010		2011		2008	2009	2010	2011
	H	F	H	F	H	F	H	F				
AMAFOS-CNAM	8	9	9	13	1	8	8	12	17	22	9	20
ARS (DSDS)	nc	nc	nc	nc	nc	nc	0	0	nc	nc	nc	0
Chambre des métiers et de l'artisanat	nc	nc	nc	nc	nc	nc	0	0	nc	nc	nc	0
DAAF	14	7	30	5	51	17	75	85	21	35	68	160
DAC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DIECCTE-AFPAM	43	130	74	257	nc	nc	nc	nc	173	331	297	242
DJSCS	35	50	45	55	38	62	0	0	85	100	100	0
EGC	1	2	4	3	3	2	0	0	3	7	5	0
Rectorat	451	1425	455	1365	475	1425	712	1381	1876	1820	1900	2093
UAG-IUFC	10	18	10	12	20	30	20	60	28	22	50	80
TOTAL	562	1641	627	1710	588	1544	815	1538	2203	2337	2429	2595

Tableau 3 : Information des organismes financeurs

	2008		2009		2010		2011		2008	2009	2010	2011
	H	F	H	F	H	F	H	F				
ADI	6	16	1	7	2	2	nc	nc	22	8	4	nc
ANFH	0	0	nc	nc	nc	nc	nc	nc	0	200	600	nc
AREF/ BTP	18	25	11	18	5	6	0	0	43	29	11	0
Chambre des métiers et de l'artisanat	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CGPME	0	0	0		nc	nc	nc	nc	0	0	nc	nc
Conseil Régional	0	0	0	0	nc	nc	nc	nc	0	0	nc	nc
DIECCTE	0	0	0	0	nc	nc	0	0	0	0	nc	0
FAFSEA	2	2	2	3	3	4	5	3	4	5	7	8
FONGECIF	nc	nc	nc	nc	400	800	302	702	nc	nc	1200	1004
Pôle Emploi	0	0	106	376	150	494	162	556	nc	482	644	718
TOTAL	26	43	120	404	560	1306	469	1261	69	724	2466	1730

Tableau 4 : Dossiers déposés

	2008		2009		2010		2011		2008	2009	2010	2011
	H	F	H	F	H	F	H	F				
AMAFOCS-CNAM	2	3	3	5	1	8	2	3	5	8	9	5
ARS (DSDS)	<i>nc</i>	<i>nc</i>	<i>nc</i>	<i>nc</i>	<i>nc</i>	<i>nc</i>	3	207	<i>nc</i>	<i>nc</i>	<i>nc</i>	210
Chambre de métiers et de l'artisanat	<i>nc</i>	<i>nc</i>	<i>nc</i>	<i>nc</i>	<i>nc</i>	<i>nc</i>	0	0	<i>nc</i>	<i>nc</i>	<i>nc</i>	0
DAAF	13	8	28	4	17	7	21	11	21	32	24	32
DAC	1	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0
DIECCTEAFPAM	<i>nc</i>	<i>nc</i>	58	109	93	204	81	219	241	167	297	300
DJSCS	6	9	8	4	7	20	<i>nc</i>	<i>nc</i>	15	12	27	<i>nc</i>
EGC	0	0	2	0	0	0	0	0	0	2	0	0
Rectorat	155	465	179	513	242	594	230	444	620	692	836	674
UAG-IUFC	10	14	8	14	22	31	18	51	24	22	53	69
TOTAL	187	499	286	649	382	864	355	935	927	935	1246	1290

Tableau 5 : Statut des personnes ayant déposé un dossier

	2008				2009			
	Salariés	Non-salariés	Demandeurs d'emploi	Autres	Salariés	Non-salariés	Demandeurs d'emploi	Autres
AMAFOCS-CNAM	5	0	0	0	6	0	2	0
ARS (DSDS)	<i>nc</i>	<i>nc</i>	<i>nc</i>	<i>nc</i>	<i>nc</i>	0	0	<i>nc</i>
Chambre des métiers et de l'artisanat	<i>nc</i>	<i>nc</i>	<i>nc</i>	<i>nc</i>	<i>nc</i>	<i>nc</i>	<i>nc</i>	<i>nc</i>
DAAF	13	3	5	0	16	5	8	3
DAC	1	0	0	0	0	0	0	0
DIECCTE-AFPAM	0	0	0	0	70	0	93	4
DJSCS	4	5	6	0	4	3	5	0
EGC	0	0	0	0	2	0	0	0
Rectorat	401	55	156	8	443	60	179	10
UAG-IUFC	21	2	1	0	18	4	0	0
TOTAL	445	65	168	8	559	72	287	17

	2010				2011			
	Salariés	Non-salariés	Demandeurs d'emploi	Autres	Salariés	Non-salariés	Demandeurs d'emploi	Autres
AMAFOCS-CNAM	6	0	3	0	5	0	0	0
ARS (DSDS)	nc	nc	nc	nc	nc	nc	nc	nc
Chambre des métiers et de l'artisanat	nc	nc	nc	nc	0	0	0	0
DAAF	19	0	0	5	14	3	14	1
DAC	0	0	0	0	0	0	0	0
DIECCTE-AFPAM	86	2	209	0	90	2	208	0
DJSCS	27	0	0	0	nc	nc	nc	nc
EGC	0	0	0	0	0	0	0	0
Rectorat	594	17	217	8	436	30	208	0
UAG-IUFC	51	0	0	2	55	0	3	11
TOTAL	783	19	429	15	600	35	433	12

Tableau 6 : Dossiers recevables

	2008		2009		2010		2011		2008	2009	2010	2011
	H	F	H	F	H	F	H	F				
AMAFOCS-CNAM	2	3	0	0	1	8	2	3	5	0	9	5
ARS (DSDS)	nc	nc	nc	nc	8	225	3	135	nc	nc	233	138
Chambre de métiers et de l'artisanat	nc	nc	nc	nc	nc	nc	0	0	nc	nc	nc	0
DAAF	14	6	29	5	18	5	19	9	20	34	23	28
DAC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DIECCTEAFPAM	nc	nc	49	97	74	184	73	202	218	146	258	275
DJSCS	4	10	6	4	6	14	nc	nc	14	10	20	nc
EGC	0	0	2	0	0	0	0	0	0	2	0	0
Rectorat	142	448	135	405	206	504	202	392	590	540	710	594
UAG-IUFC	9	14	5	6	2	11	8	25	23	11	13	33
TOTAL	171	481	226	517	315	951	171	481	870	743	1266	1073

Tableau 7 : Passage devant un jury

	2008		2009		2010		2011		2008	2009	2010	2011
	H	F	H	F	H	F	H	F				
AMAFOS-CNAM	2	3	3	5	1	3	0	3	5	8	4	3
ARS (DSDS)	nc	nc	nc	nc	6	140	3	134	nc	nc	146	137
Chambre de métiers et de l'artisanat	nc	nc	nc	nc	nc	nc	0	0	nc	nc	nc	0
DAAF	6	2	8	1	2		8	3	8	9	2	11
DAC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DIECCTEAFPAM	21	81	14	70	10	39	24	94	102	84	49	118
DJSCS	9	0	0	3	3	5	nc	nc	9	3	8	nc
EGC	0	0	2	0	0	0	0	0	0	2	0	0
Rectorat	103	385	97	361	91	328	100	341	488	458	419	441
UAG-IUFC	3	5	6	4	12	20	2	8	8	10	32	10
TOTAL	144	476	130	444	125	535	137	583	620	574	660	720

Tableau 8 : Résultats de validation par sexe

	2008		2009		2010		2011		2008	2009	2010	2011
	H	F	H	F	H	F	H	F				
Validations totales	83	250	77	242	71	258	106	342	333	319	329	448
Validations partielles	31	147	27	123	29	141	20	163	178	150	170	183
Refus de validation	30	79	26	79	25	136	11	78	109	105	161	89
TOTAL	144	476	130	444	125	535	137	583	620	574	660	720

Tableau 9 : Niveau des certifications visées

	2008		2009		2010		2011		2008	2009	2010	2011
	H	F	H	F	H	F	H	F				
I	1		2	1	2	10	2	3	1	3	12	5
II	4	8	9	8	9	13	1	9	12	17	22	10
III	56	215	66	212	52	217	57	213	271	278	269	270
IV	56	136	33	107	39	106	43	113	192	140	145	156
V	27	117	20	116	23	189	34	245	144	136	212	279
TOTAL	144	476	130	444	125	535	137	583	620	574	660	720

Tableau 10 : Niveau des certifications obtenues

	2008		2009		2010		2011		2008	2009	2010	2011
	H	F	H	F	H	F	H	F				
I	1		2	1	2	9	1	2	1	3	11	3
II	2	3	4	2	6	6	1	8	5	6	12	9
III	25	69	32	83	26	80	40	88	94	115	106	128
IV	36	83	22	65	20	67	33	73	119	87	87	106
V	19	95	17	91	17	96	31	171	114	108	113	202
TOTAL	83	250	77	242	71	258	106	342	333	319	329	448

Tableau 11 : Statut des personnes ayant fait une demande de financement

	2008				2009			
	Salariés	Non-salariés	Demandeurs d'emploi	Autres	Salariés	Non-salariés	Demandeurs d'emploi	Autres
ADI	0	0	0	22	0	0	0	8
ANFH	<i>nc</i>	<i>nc</i>	<i>nc</i>	<i>nc</i>	8	0	0	0
AREF/BTP	3	0	0	0	29	0	0	0
CGPME	1	0	0	0	1	0	0	0
Chambre de métiers et de l'artisanat	<i>nc</i>	<i>nc</i>	<i>nc</i>	<i>nc</i>	<i>nc</i>	<i>nc</i>	<i>nc</i>	<i>nc</i>
Conseil Régional	0	0	0	0	0	0	0	0
DIECCTE	0	0	135	0	0	0	98	0
FAFSEA	2	0	0	0	3	0	0	0
FONGECIF	26	0	1	0	19	0	0	0
Pôle Emploi	<i>nc</i>	<i>nc</i>	<i>nc</i>	<i>nc</i>	0	0	75	0
TOTAL	32	0	136	22	60	0	173	8

	2010				2011			
	Salariés	Non-salariés	Demandeurs d'emploi	Autres	Salariés	Non-salariés	Demandeurs d'emploi	Autres
ADI	0	0	0	4	<i>nc</i>	<i>nc</i>	<i>nc</i>	<i>nc</i>
ANFH	60	0	0	0	<i>nc</i>	<i>nc</i>	<i>nc</i>	<i>nc</i>
AREF/BTP	4	0	0	1	<i>nc</i>	<i>nc</i>	<i>nc</i>	<i>nc</i>
CGPME	<i>nc</i>	<i>nc</i>	<i>nc</i>	<i>nc</i>	<i>nc</i>	<i>nc</i>	<i>nc</i>	<i>nc</i>
Chambre de métiers et de l'artisanat	0	8	0	0	0	7	0	0
Conseil Régional	<i>nc</i>	<i>nc</i>	<i>nc</i>	<i>nc</i>	<i>nc</i>	<i>nc</i>	<i>nc</i>	<i>nc</i>
DIECCTE	0	0	175	0	0	0	192	0
FAFSEA	5	0	0	0	4	0	0	0
FONGECIF	48	0	0	0	29	0	2	2
Pôle Emploi	0	0	154	0	0	0	170	0
TOTAL	117	8	329	5	33	7	364	2

⇒ Ont contribué à la réalisation de cette brochure :



